

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

# L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DE LA POLOGNE

ET LES RÉFORMES MONÉTAIRES DEPUIS 1920

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

*Présentée et soutenue le lundi 4 juin 1928, à 2 heures.*

PAR

**Louis COSTA de BEAUREGARD**

Licencié ès lettres

Diplômé de l'Ecole libre des Sciences politiques

---

*Président : M. GERMAIN MARTIN, professeur.*

*Suffragants :* { *MM. OUALID, professeur.*  
*ROGER PICARD, chargé de cours.*

---

PARIS

LIBRAIRIE J. VRIN

6, PLACE DE LA SORBONNE

1928



THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

# L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DE LA POLOGNE

ET LES RÉFORMES MONÉTAIRES DEPUIS 1920

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

*Présentée et soutenue le lundi 4 juin 1928, à 2 heures.*

PAR

**Louis COSTA de BEAUREGARD**

Licencié ès lettres

Diplômé de l'Ecole libre des Sciences politiques

---

*Président : M. GERMAIN MARTIN, professeur.*

*Suffragants :* { MM. OUALID, professeur.  
                              ROGER PICARD, chargé de cours.

---

PARIS

LIBRAIRIE J. VRIN

6, PLACE DE LA SORBONNE

---

1928

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni  
mprobation aux opinions émises dans les thèses ; ces  
opinions doivent être considérées comme propres à leurs  
auteurs.*



# L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DE LA POLOGNE

ET LES RÉFORMES MONÉTAIRES DEPUIS 1920

---

## INTRODUCTION

Parmi les conséquences inattendues d'une paix qui en a comporté bien d'autres et de moins heureuses, se place la surprenante résurrection de la Pologne libre.

Au début des hostilités, les co-partageants d'autrefois se trouvaient en lutte les uns contre les autres.

Il fallut donc la défection russe pour lever tous obstacles du côté des alliés et leur permettre, sans froisser les intérêts de l'un d'eux, de réparer le crime du XVIII<sup>e</sup> siècle, et d'annuler ce partage de la Pologne qu'un orateur illustre appelait « Le péché mortel de l'Europe ».

Si la résurrection de la Pologne tient du prodige, sa réorganisation n'en tient pas moins. Administration, armée, finances, justice, tout dépendait de Pétersbourg, de Vienne ou de Berlin, suivant la Puissance à laquelle avaient appartenu les territoires. Il fallait rassembler les trois parties en une

seule, faire des trois provinces séparées depuis plus d'un siècle une Nation homogène. C'était une tâche immense. Le peuple polonais, confiant dans son avenir, l'a vaillamment entreprise, et livré à ses seules forces a failli la mener à bien. Si, dans des jours récents, le concours étranger lui a été nécessaire, il n'en demeure pas moins que la Pologne n'a cessé d'être, depuis sa rénovation, un exemple vivant d'énergie auquel il convenait, dès le début de cette étude, de rendre hommage.

\*  
\* \* \*

Cette œuvre, d'ailleurs, a été facilitée par la situation exceptionnelle que ce pays occupe dans l'Europe Centrale, tant du point de vue géographique que du point de vue économique, et sur laquelle il convient dès maintenant de jeter un coup d'œil.

## A

### L'agriculture en Pologne.

La Pologne est avant tout un pays agricole, 65 % de sa population vit de la culture du sol.

Les terres arables occupent au total 48 % de sa superficie, tandis qu'elles n'occupent en Allemagne que 46 %, en Russie d'Europe 25 %, en France 41 %, en Grande-Bretagne 27 % et en Italie 44 %.

La production agricole de la Pologne fournissait

en 1923, 13.000.000 de quintaux de froment, 59 millions de seigle, 16 millions d'orge, 35 millions d'avoine, et 264 millions de pomme de terre. On voit donc que le seigle et la pomme de terre constituent la base fondamentale de la production.

Il faut distinguer en Pologne la petite et la grande propriété.

Le plus grand émiettement de la propriété se trouve en Pologne méridionale où prédomine le type des exploitations agricoles *naines*, c'est-à-dire ayant moins de 2 hectares, incapables, en conséquence, d'assurer à leurs propriétaires une existence indépendante.

La grande propriété foncière comprenait autrefois dans les palatinats de l'Ouest 53 % de la superficie, dans la Silésie 51 %, dans les palatinats du midi 31 %.

Mais, dès le milieu du siècle dernier, le morcellement de la grande propriété commença par les ventes que firent les gros propriétaires terriens principalement aux Israélites. Depuis la guerre, il fut accéléré par le commencement d'exécution que reçut la loi agraire.

Cette loi, à l'encontre de celle qui fut promulguée chez les soviets, et qui constitue une véritable spoliation, dépossédait les propriétaires terriens moyennant une indemnité préalable assez semblable à celle qui existe en France au cas d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Certaines dispositions spéciales la caractérisent :

La réforme doit être entièrement réalisée par les organes administratifs de l'Etat.

La grande propriété est soumise à l'expropriation forcée, soit en entier, soit en laissant au propriétaire un certain minimum de terrain.

Une indemnité est due pour les terrains expropriés.

Des privilèges sont accordés aux soldats et aux ouvriers agricoles. Des mesures très sévères sont prises contre le morcellement et l'abus de la spéculation (1).

Cette loi reconnaissait théoriquement la possibilité de procéder au rachat forcé des terres et au parcellement officiel, sans limiter en quoi que ce soit les proportions générales de cette action au point de vue du temps, ni de l'étendue.

Une nouvelle loi du 28 décembre 1925, tenant compte des nécessités économiques et budgétaires, établit un contingent déterminé de terres soumises dans le délai de 10 ans au parcellement obligatoire, 2.000.000 d'hectares en 10 ans, soit 200.000 hectares par an.

Pendant ces dernières années, ont été morcelés plus de 700.000 hectares détachés des grandes propriétés, ce qui n'a pas été sans produire une répercussion sensible sur le marché et sur l'approvisionnement des villes.

1. Revue *La Pologne*, 15 janvier 1921.

## B

**Richesses naturelles.**

En matière de production minière, la houille et le pétrole constituent la richesse principale du sol polonais. Les gisements de houille du bassin de Silésie s'étendent sur une superficie d'environ 6.000 kilomètres carrés.

En comparaison avec les autres états européens, la Pologne détient la 4<sup>e</sup> place au point de vue de la production du charbon, elle n'est dépassée que par l'Angleterre, la France et l'Allemagne.

Le 2<sup>e</sup> rang au point de vue de son importance pour la vie économique du pays revient au pétrole, qui apparaît en abondance aux pieds des Carpathes, mais le centre principal de la production pétrolifère est Boryslaw, situé au milieu même de la zone de Naphte.

## C

**Industries techniques.**

L'industrie agricole qui est la branche d'industrie la plus intimement liée à la production naturelle du pays trouve son expression principale dans l'industrie sucrière. Florissante avant la guerre, cette industrie fut très gravement atteinte durant les hostilités, elle devait d'ailleurs se relever assez rapidement. La production totale de toutes les sucreries se trouvant sur le territoire de la Pologne actuelle a

été en 1913 de 6.500 quintaux ; en 1920, de 1.700 quintaux, en 1922 de 3.000 quintaux, et en 1924 de 5.000 quintaux.

L'industrie du bois trouve en Pologne les bases les plus favorables à un développement sérieux. Toutefois, son activité se borne la plupart du temps au travail du bois par des scieries. Les fabriques de parquets, de meubles, de matériaux de menuiserie sont plus nombreuses dans l'Ouest et le Centre, et la distillation du bois plus fréquente dans l'Est.

L'industrie métallurgique et la construction des machines avaient acquis après la guerre un développement considérable dans les palatinats de l'Ouest et du Centre, mais au cours des dernières années, les palatinats du Sud ont également manifesté une activité croissante dans ce domaine.

Enfin, pour terminer et abréger cette nomenclature, nous reproduirons les statistiques officielles donnant la répartition des ouvriers par branches d'industrie, sans tenir compte d'ailleurs du personnel d'administration.

|                                           |         |
|-------------------------------------------|---------|
| Filatures et maisons de tissage.....      | 150.000 |
| Sucreries et raffineries de sucre.....    | 36.000  |
| Fabriques et produits de tabac.....       | 12.000  |
| Papeteries et fabriques de cellulose..... | 7.000   |
| Distilleries .....                        | 7.000   |
| Fabriques de ciment .....                 | 6.000   |
| Tanneries .....                           | 5.000   |
| Fabriques d'allumettes .....              | 4.000   |
| Fours à chaux.....                        | 4.000   |

## D

**Commerce.**

Malgré ces richesses naturelles, son agriculture, son industrie, la Pologne n'occupe qu'une place relativement modeste dans le mouvement commercial et industriel international.

La participation de la Pologne au commerce général constituait en 1925 à peine 1,75 du mouvement des états européens.

En 1926, par suite de la crise traversée dans la première moitié de l'année et dont nous aurons à parler, cette participation ne fut même que de 1,5 %.

Les importations en Pologne, année 1925, constituaient 1,7 % du total des importations des pays européens; en 1926, elles tombaient à 1,1 %. Quant aux exportations, elles constituaient 1,8 % du total des exportations européennes en 1925, et en 1926 : 2 %.

La valeur de l'importation se répartit comme suit par rang d'importance : Allemagne, Etats-Unis, Autriche, Grande-Bretagne, Italie, France, Roumanie, Suisse.

Celle de l'exportation se répartit également de la manière suivante : Allemagne, Grande-Bretagne, Autriche, Roumanie, France, Etats-Unis et Italie.

De l'exposé qui précède, il apparaît que les richesses naturelles de la Pologne constituent pour

elle un facteur de relèvement de premier ordre.

Ce relèvement sans être parfait encore se trouve en bonne voie, il a passé par diverses phases périlleuses, notamment en 1923 et 1925. Nous allons l'étudier dans ces différentes étapes, tant au point de vue économique qu'au point de vue financier, examinant successivement la partie antérieure à 1926 et la période postérieure à cette date ; nous arrêtant de préférence, et plus longtemps sur cette dernière (1).

1. Voir *La Pologne d'aujourd'hui* par M. Maliszewski.

---

# PREMIÈRE PARTIE

## LA POLOGNE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE JUSQU'A 1926.

---

### CHAPITRE I

#### LE POINT DE VUE FINANCIER

##### § 1. — L'inflation du mark.

Donc, agriculture, richesses naturelles, industrie, tout cela en 1920 n'existait plus en quelque sorte qu'en puissance. Le territoire national, ravagé par six années de guerre, était couvert de ruines. La Pologne allait se lancer dans l'existence à partir du domaine de la table rase, sans argent, mais aussi sans dette d'aucune sorte, si on excepte la faible portion mise à sa charge des dettes de l'ancienne monarchie Austro-Hongroise et dont voici le détail :

D'après la décision de la commission des réparations, en date du 18 décembre 1925, la quote part de la dette autrichienne, mise à la charge de la Pologne, a été fixée de la façon suivante.

La Pologne a eu à supporter dans :

*Dettes autrichiennes.*

Rente en or 4 0/0 : Fl. 66.618.779.

Mandats en plusieurs monnaies 4 1/2 % Kr.  
21.917.047.

*Dettes hongroises.*

Rente 1914 en 4 monnaies. Kr. 277.615.

*Dettes autrichiennes et hongroises en monnaie papier,  
totalisées.*

|                              |         |                   |
|------------------------------|---------|-------------------|
| Rente autrichienne . . . . . | 4,2 %   | } Kr. 739.635.000 |
| Rente convertie. . . . .     | 4 %     |                   |
| Rente autrichienne-cou-      |         |                   |
| ronnes. . . . .              | 4 %     |                   |
| Rente investie . . . . .     | 3 1/2 % |                   |
| Rente hongroise-couronne.    | 4 %     | }                 |
| Dégrèvement du sol. . . . .  |         |                   |

*Dettes en monnaie papier  
consistant en titres nominatifs.*

Emprunt autrichien aux compagnies d'assurances  
15.449.625 kr.

Obligations hongroises pour le droit de boisson  
71.978 kr.

En ce qui concerne les dettes gagées sur des chemins de fer autrichiens, dettes représentées par des titres, un pourcentage correspondant à la longueur kilométrique des lignes se trouvant sur le territoire cédé à la Pologne, a été mis à la charge de celle-ci.

Mais, si les dettes de l'Etat étaient minimales, les dépenses à engager étaient, on le devine, considérables. On ne pouvait dans ce pays appauvri et ruiné, envisager d'opérations de crédit intérieur, pas plus qu'il ne pouvait être question d'un emprunt extérieur. Quelques pays, la France en premier lieu, avaient bien consenti des avances faites exclusivement en marchandises, elles ne furent au Trésor polonais d'aucun secours, et le manque d'argent liquide força tout aussitôt le gouvernement à recourir aux bons offices de la P. K. K. P. (caisse nationale de prêts).

*P. K. K. P.* — Cette caisse fondée en 1917, par les autorités allemandes d'occupation, avait réalisé l'introduction, dans le pays, du mark polonais, en remplacement des monnaies diverses, mark allemand, rouble russe, couronne autrichienne, qui y circulaient alors.

Après la victoire, une loi du 7 décembre 1918, avait fait, de la caisse des prêts, l'institut officiel d'émission de l'Etat polonais. Elle dépendait d'ailleurs entièrement de lui, et avait deux rôles principaux :

les avances à l'Etat,

les avances à l'économie privée.

Pour remplir ce rôle, il n'y avait guère de ressources que dans l'inflation. Cette politique dura de 1919 jusqu'en 1923. Ainsi le montant total de la circulation qui ne représentait à la fin de 1919 que 1.098 millions passait :

En 1921 à 115 milliards.

A la fin de 1923 à 125 trillions.

Et au 1<sup>er</sup> février 1924, date de l'arrêt définitif de l'inflation, à 518 trillions.

Dans le même temps, le cours du dollar passait de 8 mks fin 1918 à 2.000 en 1921, à 18.000 fin 1922, 35.000 au 31 juillet 1923, 1.600.000 le 30 octobre et 10.000.000 le 1<sup>er</sup> février 1924.

Malgré des conditions aussi défavorables, on essaya néanmoins avec courage d'établir un budget régulier, mais le déficit fut toujours considérable.

Il s'élevait à 86 % du budget total 1919-1920

|   |      |   |      |
|---|------|---|------|
| — | 60 % | — | 1921 |
|---|------|---|------|

|   |      |   |      |
|---|------|---|------|
| — | 48 % | — | 1922 |
|---|------|---|------|

Il était de 65 % du budget total en 1923.

Cela se comprend d'ailleurs aisément si l'on songe à l'impossibilité d'établir des prévisions budgétaires sur un terrain aussi mouvant.

Parallèlement à tout ceci, la valeur de la circulation monétaire allait en diminuant de 670 millions de francs or en décembre 1920 à 84 millions en décembre 1923.

Le danger d'une telle situation était apparu à tous les yeux au cours de cette période. Dès 1921, on avait cherché des remèdes. Sans vouloir faire l'histoire des tentatives de réforme monétaire manquées, disons cependant qu'un arrêt fut tenté en 1922 sous le ministère Michalski. Les dépenses

extraordinaires avaient beaucoup baissé, de même les avances à l'Etat.

Malheureusement, si les recettes de l'exercice 1922 furent sensiblement égales aux prévisions budgétaires, les dépenses, elles, l'emportèrent de beaucoup sur celles-ci, atteignant 868 milliards de marks alors que les prévisions ne dépassaient pas 591 milliards.

Mentionnons encore la première apparition de M. Ladislas Grabski dans l'histoire financière de la Pologne. Ministre des finances, en février 1923, il voulut reprendre la tentative manquée de son prédécesseur.

Son projet, très judicieusement conçu, se basait sur les idées suivantes :

1° La réforme monétaire ne pouvait être réalisée d'un seul coup et ne pouvait s'opérer qu'après la réalisation de l'équilibre budgétaire.

2° Pour prémunir le Trésor contre les pertes qui auraient pu résulter de la dépréciation de la monnaie, on évaluerait les recettes de l'Etat en une monnaie de compte stable, le florin : égalant le franc or, c'était la valorisation de l'impôt.

3° Enfin, comme toujours, on préconisait des économies rigoureuses introduites tout d'abord dans la gestion de l'Etat.

M. Grabski, dans ces premiers mois de 1923, ne conserva pas le pouvoir assez longtemps pour appliquer ces méthodes, mais son successeur, ne put mieux faire que de reprendre ces idées à son compte. Elles ne devaient pas néanmoins triompher

dès ce moment. La rapidité de la chute du mark dépassait toutes les prévisions, accrue encore par les demandes de l'industrie polonaise à la caisse des prêts qui se dépouillait en sa faveur d'une grande partie de sa réserve de devises étrangères, dernière sauvegarde de la monnaie nationale.

En même temps commençaient à se faire sentir les effets du rétrécissement de la circulation qui devait entraîner une sensible diminution de la production. Il devenait urgent de parer à la catastrophe prochaine, c'est dans ces conditions que M. Grabski reprit le pouvoir comme Président du Conseil et Ministre des Finances au mois de décembre 1923.

\* \* \*

## § 2. — La réforme monétaire.

Stabilisateurs et réformateurs, tous d'accord sur la nécessité de faire quelque chose, se disputaient ardemment sur ce qu'il convenait de faire. Les premiers pensaient qu'une longue période de stabilisation de fait devait précéder l'introduction d'un nouveau signe monétaire ; les autres, considérant que l'inflation avait pour ainsi dire tué l'ancienne monnaie polonaise, optaient pour la réforme monétaire immédiate.

M. Grabski était partisan résolu de la réforme immédiate. Comme pour l'approuver, nous voyons, dans la première moitié de janvier 1924, le cours du

mark bondir de 6 à 10 millions. Il fallait cependant stabiliser l'ancienne monnaie avant d'introduire la nouvelle, sous peine de voir le premier signe monétaire entraîner le second dans sa chute.

Quelles étaient dès cet instant les armes du gouvernement ?

Il y en avait 2 :

1<sup>o</sup> Loi du 11 août 1923 établissant l'impôt sur la fortune ;

2<sup>o</sup> Loi du 6 décembre 1923 portant valorisation sur la base du franc or de toutes les recettes publiques.

Ces deux lois font ressortir l'énergie employée par le gouvernement pour restaurer les finances. Alors que les peuples voisins ont recours à l'argent étranger pour soutenir leurs propres finances, la Pologne au contraire, agit avec ses propres ressources. Dans un sursaut de confiance en elle-même, elle s'est sentie assez forte pour ne pas avoir besoin de nations européennes et pour pouvoir, à elle seule, dominer la situation.

Quoi qu'il en soit, les lois de 1923, sur la valorisation des recettes publiques et l'impôt sur la fortune ne devaient pas donner de ressources immédiates. Les sommes qui devaient en provenir étaient encore de réalisation lointaine, et il importait surtout de prendre des mesures immédiates pour lesquelles M. Grabski n'hésita pas à demander les pouvoirs les plus étendus.

Il les obtint par la loi du 15 janvier 1924, Vérita-

ble loi programme, qui fixe les bases de l'assainissement et de la réforme.

M. Grabski pourra aux termes de celle-ci :

1° Augmenter considérablement les impôts directs avec diminution des délais de paiement,

2° Faire passer aux administrations locales certaines attributions qui ressortissaient du pouvoir central,

3° Aliéner une large part des entreprises d'Etat,

4° Enfin, modifier ou même transformer les institutions financières de l'Etat polonais.

Pour réaliser ce programme, le gouvernement polonais divise son effort en deux parties :

1° Recherche de l'équilibre budgétaire et assainissement de la Trésorerie,

2° Réforme monétaire proprement dite.

Pour réaliser le premier point, M. Grabski s'attaque d'abord aux chemins de fer dont le budget est séparé de celui de l'Etat. Ils seront désormais commercialisés, c'est-à-dire que les recettes devront couvrir les dépenses au moyen d'augmentation de tarifs. C'est un système qui a généralement pour effet de ne soulever les protestations que des seuls usagers.

Il est bon de rappeler que leur déficit représentait à lui seul à la fin de l'année 1923 les 2/3 du budget général.

Comme autres dispositions propres à relever les finances, signalons :

1° Le système de budget mensuel pour les diverses administrations de l'Etat, permettant de mieux

adapter les dépenses aux recettes. Cette mesure fut prise en partie sur l'initiative du Conseiller financier anglais, M. A. Hilton Young.

2° Parallèlement se poursuivit la réalisation d'un vaste programme d'économies sous la direction d'un Commissaire extraordinaire. Deux ministères furent supprimés : celui de la santé publique et celui des P. T. T. 30.000 emplois publics subirent le même sort.

3° D'autre part, pour se procurer des ressources immédiates, on fit appel à l'impôt sur la fortune. M. Grabski pensait se procurer par ce moyen 180 millions de zloty, soit  $\frac{1}{5}$  de l'impôt total évalué à un milliard de francs or.

Toutes ces mesures eurent un effet salulaire et presque immédiat sur le budget :

En janvier, les recettes égalent 30 % des dépenses.

En février, les recettes égalent 88 % des dépenses.

En mars, elles les dépassent de 8 à 10 %.

Restaient les difficultés de Trésorerie pour lesquelles le Gouvernement fit plusieurs fois appel au crédit public, bien que le marché intérieur accablé d'impôts offrit un terrain peu favorable.

Cependant, nous voyons, en janvier 1924, une émission de bons d'impôts pour 50 millions de zloty.

Un emprunt des chemins de fer à 10 %.

Un emprunt à lots en livres sterling.

Ces opérations donnèrent des résultats satisfaisants eu égard à l'ambiance.

Il ne restait plus après cela au Gouvernement

qu'à stabiliser la monnaie après avoir contracté auprès de la caisse nationale des prêts un emprunt important pour faire face durant cette période à ses dépenses courantes.

Dès le mois de février 1924, l'inflation se trouvait brusquement arrêtée, et après des efforts successifs pour enrayer les mouvements de hausse et de baisse de la monnaie, mouvements provoqués par des spéculateurs déçus, on put définitivement stabiliser au taux de 1 zloty égal à 1 million huit cent mille mk.

Il ne restait plus qu'à émettre la nouvelle monnaie et même à l'émettre rapidement du fait de la gêne causée par l'extrême constriction monétaire à laquelle nous avons déjà plus haut fait allusion.

L'opération de rachat des marks au taux indiqué ci-dessus se fit sans encombre au cours de l'année 1924. Pour procéder à cette opération, le Trésor pouvait compter sur la réalisation de l'or qu'il possédait encore, sur la vente des bijoux lui appartenant, sur l'émission de billon prévue par le traité passé entre l'Etat et la Bank Polski, dès sa création, enfin sur l'actif que donnerait la liquidation de la P. K. K. P.

Il fallait maintenant créer un organe capable d'émettre régulièrement la nouvelle monnaie et au besoin, par la suite, de la défendre, d'où la création de la banque de Pologne (Bank Polski).

### § 3. — La Banque de Pologne.

Cette banque est une institution privée, contrairement à la P. K. K. P, son capital est de cent millions de zloty divisé en actions de 100 zloty seulement pour permettre d'intéresser à l'œuvre de salut national le plus grand nombre possible de petits souscripteurs.

Disons en passant que le succès de l'émission fut éclatant. Il y eut 52.000 souscripteurs et le gouvernement ne put de ce fait obtenir qu'une part très réduite du capital.

Par ailleurs, il est concédé à la banque un privilège d'émission de 25 ans. La couverture des billets est de 30 % de leur valeur.

En échange du privilège, l'Etat dispose sur la Banque d'un crédit de 50 millions de zloty, et le gouvernement est autorisé à nommer le président du conseil d'administration.

Au moment de l'ouverture de la banque, la fortune du Trésor national se composait :

1° de la provision d'or, s'élevant à 86 millions de zloty ;

2° d'une provision d'argent d'environ 12 millions de zloty ;

3° de pierres et métaux précieux vendus 29 millions.

De plus, la liquidation de la P. K. K. P., l'émission des monnaies de billon donnèrent en 1924 150.000.000 de zl.

C'est dans ces conditions que le 28 avril 1924 la Banque de Pologne se prit à fonctionner. Son actif comprend : de l'or : 70,3 millions, — des monnaies et devises : valeur or 207 millions de zloty — des lettres de change pour 118 millions.

Elle a à son passif : une circulation de billets de banque de 111 millions, le compte spécial du ministère s'élève à 131 millions de zloty, qui doivent être employés successivement pour le rachat des marks.

Nous parlerons ci-dessous de la politique de crédit de cette banque.

---

## CHAPITRE II

### POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

La réforme monétaire de 1924 avait toutefois un défaut important. C'était la faiblesse des réserves d'or comparées aux besoins éventuels du marché.

Ces réserves auraient pu se trouver suffisantes dans les conditions normales, mais elles apparurent comme trop faibles dans la période de crise économique que traversa la Pologne en 1925.

Cette période fut marquée par de mauvaises récoltes, obligeant le pays à importer d'énormes quantités de blé et de farine. De plus, des circonstances défavorables gênaient l'exportation des principaux articles du commerce polonais, tels que le charbon, le bois, le sucre. La balance commerciale accusait un fort déficit ; l'épuisement des réserves de la Banque de Pologne menaçait de plus en plus le cours du zloty. La situation eut pu être rétablie par un fort afflux du capital étranger en Pologne qui eut comblé les vides causés par le bilan commercial défavorable. Mais cet afflux ne suffit pas à atteindre son but. Par suite de ces circonstances, vers le milieu de 1925, le zloty baissa fortement et une importante crise financière se produisit. Il faut recon-

naître d'ailleurs, que si les mesures prises par le gouvernement pour enrayer la crise pouvaient, sur le moment, donner un heureux résultat, elles n'en constituaient pas moins des moyens purement provisoires, et devaient, à la longue, donner un résultat non seulement négatif, mais nettement défavorable.

C'est ce que reconnaissait très loyalement le rapporteur général du budget de 1925 en ce qui concerne notamment l'impôt sur la fortune. « Dans un pays, disait-il, où il n'y a pas de capital en circulation, où le taux des intérêts monte à 3 % par mois, où il n'y a pas d'acquéreurs, pas de possibilités de vente, lorsque quelqu'un veut liquider sa propriété pour payer un impôt et surtout dans un pays où la balance commerciale penche d'une façon menaçante vers la direction négative, l'impôt sur la fortune perçu à raison de 333.000.000 de zloty par an est un impôt anti-économique. Pour moi, je regarde cet impôt comme l'acquittement de la dette que la production devait à l'Etat pour les années antérieures. »

Mais une telle mesure devait être prise de manière à ne pas peser sur la vie économique et ne pas diminuer la force de paiement de la production polonaise.

« J'agite cette question, ajoutait le rapporteur, parce que si nous introduisons dans le budget de 1925 la somme de 300.000.000 de zloty au titre de l'impôt sur la fortune, si nous savons que cette somme ne

peut pas être payée, ce n'est pas la bonne manière de constituer un budget. »

Puis il citait en fin de discussion l'opinion de deux hommes politiques français séparés par une notable divergence d'idées mais d'accord pour condamner l'impôt sur la fortune.

Le premier, M. de Lasteyrie « dans un pays comme la France où l'impôt sur le revenu est appliqué à haute dose, il serait absurde de le compliquer par un impôt sur la fortune, car on ne peut pas couper les arbres fruitiers dans le verger pour le chauffage et compter que le verger n'en donnera que de plus belles récoltes. »

Le second, M. Violet « c'est un principe auquel nous resterons fidèles que dans le budget qui se renouvelle tous les ans ne peuvent figurer justement que les revenus qui peuvent eux aussi se renouveler tous les ans, l'impôt sur le capital consume la substance des impôts et après quelques années la capacité de paiement tend à disparaître. »

Le caractère de l'impôt sur la fortune fut, on le voit, absolument anti-économique.

Ce vice devait avoir sa répercussion en pratique, tant il est vrai que les principes faux appellent des conséquences fâcheuses.

Mais cet impôt fut plus déplorable encore du fait qu'il était acquitté en argent liquide et qu'ainsi il épuisa vite les réserves des entreprises en minant leur trésorerie au plus grand préjudice de l'industrie et du commerce national,

De même la loi sur la valorisation des impôts devait par la suite se révéler nuisible.

Nous savons qu'en exécution de la loi du 6 novembre 1923, mentionnée au chapitre précédent, le gouvernement avait procédé à la valorisation des droits et contributions perçus par l'Etat ; cette valorisation avons-nous dit consistait à adopter un étalon théorique de la valeur du franc or, dont le cours en mark polonais était périodiquement fixé. Tous les droits et impôts étaient calculés en francs or et tous les versements effectués en marks d'après le cours quotidien de ce franc or.

Ce principe de la valorisation avait été également adopté dans la suite pour le règlement des intérêts privés et des conventions particulières.

Les premiers effets de l'assainissement du pays entrepris sous cette forme furent :

L'augmentation du coût de la vie,  
La ruine de l'épargne,  
La faiblesse du crédit.

#### § 1. — Augmentation du coût de la vie.

La hausse des prix de détail et du coût de la vie a été, en effet, la conséquence de cette estimation des denrées en franc or. Cette hausse a grandement influé sur l'accroissement des frais de production, les salaires des ouvriers étant naturellement fixés d'après le taux du coût de la vie.

Les variations du coût de la vie à Varsovie expri-

mées en or ont été les suivantes (sur la base 100 en 1914).

|                      |       |
|----------------------|-------|
| 1914 .....           | 100   |
| 1923 .....           | 79,4  |
| 1924 (janvier) ..... | 125   |
| — (avril) .....      | 126,5 |
| — (juillet) .....    | 127,2 |
| — (octobre) .....    | 150   |
| 1925 (janvier) ..... | 150   |
| — (avril) .....      | 150,5 |

L'augmentation de la cherté de la vie n'était d'ailleurs, comme nous le verrons plus tard, qu'une des multiples causes de la hausse des frais de production. De plus, l'industrie et le commerce ont sérieusement ressenti l'important relèvement des impôts.

En 1922, la moyenne des impôts directs était par mois de 2.400 ; en 1923, elle atteignait 4.300 ; et, en 1924, elle montait jusqu'à 24.400 (le tout calculé en milliers de zloty).

L'impôt extraordinaire sur le capital donnait en 1923 : 162, et en 1924 : 16.600.

\* \* \*

## § 2. — Ruine de l'épargne.

L'augmentation du coût de la vie amena nécessairement la ruine de l'épargne.

Avant la guerre, les sommes déposées dans les caisses d'épargne, ainsi que dans les Sociétés Coopératives de Crédit s'élevaient, savoir :

Dans l'ancien royaume de Pologne : 528.000.000 de zloty, soit 47 par tête d'habitant.

Dans les provinces de l'Est: 157.000.000 de zloty, soit 35 par tête d'habitant.

Dans l'ancienne Galicie : 681.000.000 de zloty, soit 89 par tête d'habitant.

Dans la Posnanie et Poméranie 460.000.000 de zloty, soit 157 par tête d'habitant.

Dans la Haute Silésie : 129.000.000 de zloty, soit 132 par tête d'habitant.

Mais à la fin de 1924, l'état de l'épargne en Pologne était de 1 zloty par tête d'habitant.

\* \* \*

### § 3. — Faiblesse du crédit.

L'épargne s'effondrant, les crédits devinrent de plus en plus faibles. Il résulte du compte rendu de l'Union des Banques, organe englobant presque toutes les banques privées, que le chiffre d'affaires de ces banques atteignait au 30 octobre 1924 37 % seulement de celui d'avant-guerre.

Etant donné la hausse des prix de gros qui était de 40 à 50 % et l'affaiblissement du pouvoir d'achat de l'or dans la même proportion, il est facile de constater que les banques privées ne constituaient plus à cette époque qu'une source financière infime pour la vie économique du pays et spécialement pour l'industrie et le commerce.

C'est donc l'institution centrale d'émission, c'est-à-dire la Banque de Pologne qui jouera le rôle dominant dans les question de crédit (1).

Les banques privées ne compteront presque plus.

Si on évalue à 1.500 millions de zloty le crédit nécessaire à la satisfaction des besoins économiques de la Pologne, on trouve que ces besoins ne peuvent être satisfaits que pour moitié, car en tenant compte de toutes les sources de crédit susceptibles d'être mises en valeur, on ne peut évaluer qu'à 700 millions à peine les ressources du pays.

Ajoutons que le taux de l'escompte en Pologne est très élevé surtout le taux de crédit dans les banques qui s'élève au minimum à 24 % par an dans les banques privées.

\* \* \*

#### § 4. — La crise économique

Une autre cause de la crise était l'organisation *trop onéreuse de la production*.

A Dombrowa par exemple, les frais de production présentaient, en 1923, 70 % du prix de vente, et, en 1924, 97 %. Dans de telles conditions le gain net de l'entreprise devient insignifiant et même nul si l'on considère la charge de l'impôt extraordinaire sur le capital.

Un nombre d'ouvriers disproportionné avec les

1. Nous étudierons ci-dessous la politique de crédit de la Banque de Pologne.

besoins de la production constituait encore une trop lourde charge pour les entreprises.

En 1923, à Dombrowa, la production était de 6.720.000 tonnes, le nombre d'ouvriers de 44.000 et le rendement moyen d'une journée de travail de 55 tonnes.

Les ouvriers étaient nombreux et de plus les salaires élevés. De tous les pays de l'Europe, la Pologne semble être celui où le travail coûte le plus cher, et où, par suite, sa rétribution pèse le plus lourdement sur les frais généraux de la production. Autrefois, l'infériorité qui en résultait, au point de vue de la concurrence avec l'étranger, était neutralisée par l'infériorité du taux des salaires. Mais il n'en était plus de même en 1924, la hausse s'étendait aux salaires comme aux prix et aggravait les conditions de la lutte contre les produits étrangers.

#### BALANCE COMMERCIALE

Comme conséquence de ce qui précède, nous enregistrons en 1924 et 1925 une balance commerciale passive, il faut cependant noter que ce fait était dû, moins à la diminution de l'exportation des produits industriels qu'à la mauvaise récolte qui avait entraîné un accroissement considérable de l'importation des produits alimentaires. C'est ainsi, par exemple, que l'importation de la farine de froment s'élevait en 1924 à 116 mille tonnes d'une valeur de 42 millions de zloty, tandis que, en 1923, il n'avait

été importé de cet article que 49.000 tonnes d'une valeur de 15 millions de zloty.

Au cours des 4 premiers mois de 1925, l'importation du même produit a été de 92.000 tonnes, représentant 48 millions de zloty, et pour la même période de l'année 1924, elle n'avait été que de 14.000 tonnes pour 5 millions de zloty.

On peut faire remarquer ici combien, dans un pays essentiellement agricole comme la Pologne, les conséquences d'une stabilisation peuvent différer selon que la récolte de l'année est bonne ou mauvaise. Alors que, sur l'industrie, on en peut assez sûrement prédire les effets, il est possible, quand on considère l'agriculture, qu'il y ait une crise plus ou moins violente ou même que la stabilisation passe presque inaperçue. Les deux réformes monétaires polonaises illustrent assez bien cette théorie. L'une, faite au moment d'une mauvaise récolte, a provoqué une crise violente. La dernière réalisée au lendemain d'une récolte exceptionnelle semble avoir puisé là une part de ses éléments de succès.

Il est juste d'ajouter aussi que la grève prolongée des mineurs anglais a largement influé sur les exportations de houille du pays, et contribué, par conséquent, à l'heureux renversement de la balance commerciale à la fin de 1925, circonstance heureuse sur laquelle nous reviendrons longuement plus loin.

---

## CHAPITRE III

### POLITIQUE DOUANIÈRE ET POLITIQUE DE CRÉDIT

Quelles furent en ces circonstances la politique douanière du gouvernement et la politique de crédit de la banque de Pologne ?

#### A

#### **Politique douanière du gouvernement.**

Le défaut de production obligeait le gouvernement à faire appel à l'importation, et à pratiquer à cet effet une politique essentiellement libérale.

Le libéralisme de cette politique douanière gouvernementale tendait à diminuer les prix en augmentant l'importation, et même en appliquant des tarifs de faveur pour certains articles de consommation quotidienne.

Commerçants et industriels étrangers, profitant de ce libéralisme, vinrent inonder la Pologne de leurs produits, au grand détriment de la production indigène. Ce courant, pour produire un effet salubre eut dû, en quelque sorte, être rapide et brusqué, il se montra au contraire trop lent en pratique pour provoquer les effets attendus et, par sa lenteur

même, il a causé toute une suite de manifestations indésirables.

Les marchandises étrangères introduites à bon compte sur le marché polonais à la faveur du « Dumping » ne firent pas baisser les prix, ni diminuer en conséquence le coût de la vie, elles s'adaptèrent promptement au niveau des prix locaux, ou, pour mieux dire, la différence des prix devint une prime à l'importation.

D'un autre côté, les produits locaux se vendant dans des conditions plus restreintes, le prix de revient en augmenta tout naturellement, ce qui mit des entraves au commerce polonais sur les marchés étrangers, et rendit, de cette façon, l'exportation plus difficile.

Enfin, cette introduction des marchandises étrangères sur le marché entraîna, par voie de conséquence, un contre-courant de devises et de valeurs étrangères qui ne furent pas sans contribuer à la baisse du zloty.

La Pologne ne put du reste persister longtemps dans son libéralisme douanier, elle ne put s'y maintenir que durant une année. L'attitude de ses voisins, en particulier de l'Allemagne, la poussait d'ailleurs à l'abandonner.

Il était difficile, en effet, de maintenir le système de la liberté tandis que l'Allemagne interdisait à partir du 15 janvier 1925 l'importation de la houille polonaise. La Pologne a été obligée, pour combler le déficit, d'établir de nouveaux tarifs pour toute une série de marchandises.

Et quand l'Allemagne a interdit, à la date des 3 et 6 juillet 1925, l'importation d'autres articles de provenance polonaise, la Pologne s'est vue forcée d'appliquer de nouveaux droits pour parer aux restrictions allemandes. Elle a publié, à son tour, une nouvelle liste de marchandises prohibées.

La politique commerciale de l'Allemagne n'a pas été la seule raison pour laquelle la Pologne a réglementé l'importation. Cette attitude lui a été également dictée par la défense énergique de la balance commerciale. L'équilibre de la balance polonaise des comptes dépend en très grande partie de la balance commerciale, la Pologne ne disposant pas de sources importantes de capitaux étrangers. C'est pour cette raison qu'elle a été obligée de prendre le chemin d'une réglementation sévère de l'importation de certaines marchandises. D'ailleurs, l'allègement des droits de douane pour toute une série de denrées d'usage quotidien, allègement destiné à abaisser leur prix sur le marché intérieur n'aurait-il pas provoqué l'augmentation exagérée des importations.

## B

### **Politique de crédit de la banque de Pologne.**

Au moment où la Banque de Pologne ouvrait ses guichets, la vie économique du pays se trouvait, pour ainsi dire, totalement privée de l'aide du crédit de la part des institutions bancaires privées. Les banques dont le gros de l'activité avant la guerre,

reposait sur des opérations avec les capitaux de leur clientèle, se trouvaient complètement privées de ces capitaux par suite de la dévaluation du mark polonais dont l'effet immédiat avait été la disparition complète du sens de l'épargne. Chacun cherchait à parer à l'effondrement des capitaux qu'il pouvait posséder en les plaçant, soit dans des immeubles, soit dans des entreprises industrielles.

Le 31 janvier 1924, le montant total des dépôts en possession des banques affiliées à l'union des banques de Pologne, s'élevait à la somme dérisoire de 21.000 zloty.

Dès l'instant où la monnaie se trouva stabilisée, on vit se créer des conditions favorables à la concentration des épargnes, et à l'accumulation des capitaux indispensables au développement de la vie économique. Il est évident, cependant, que la reconstitution des capitaux ne pouvait s'effectuer à une allure aussi rapide que celle à laquelle ils avaient été détruits par l'inflation.

Au 31 décembre 1924, le montant total des dépôts dans les banques considérées, s'élevait à 190 millions de zloty. Jusqu'en juillet 1925, date du premier fléchissement de la monnaie, ils ne cessèrent de croître pour atteindre au 31 décembre de cette année 315 millions de zloty.

D'autre part, au cours de l'année 1924, on fondait de grands espoirs sur la politique de crédit qu'allait suivre la banque de Pologne nouvelle venue sur le marché. Le rapport présenté par le Conseil d'Admi-

nistration de cet établissement pour l'année 1924 donne à ce sujet d'intéressantes indications rappelées par M. G. Zdziechowski, dans son rapport général sur le budget 1925 « la politique de crédit de la Banque, y est-il dit, était dans l'étroite dépendance de l'état des réserves et de la couverture en métaux précieux ». Grâce à l'augmentation des réserves, les crédits purent s'accroître sensiblement, ils avaient, de la fondation de la banque à la fin de l'année, augmenté de 223 millions de zloty, soit 241 %.

Plus d'une fois, il fut fait pression sur la banque pour l'amener à se départir sur ce terrain de son extrême prudence. Afin de répondre à sa tâche principale, la défense du zloty, la banque, disait-on, ne devait pas nécessairement s'en tenir au maintien du niveau de la couverture de ses billets.

Tel n'était pas l'avis du Conseil de la banque qui jugeait indispensable de conserver à la monnaie des bases aussi solides que possible et continuait malgré les sollicitations d'observer une politique d'émission très prudente.

Cette nécessité n'a d'ailleurs pas été la seule cause des restrictions de la banque en matière de crédit. Il lui était en effet impossible d'ouvrir aux entreprises des crédits à long terme qui leur eussent cependant été si utiles. Il lui fallait, et ce par sa nature même, se limiter aux crédits pouvant servir de couverture à ses propres billets de banque, c'est-à-dire les crédits de courte durée. Aussi, bien fréquemment, les maisons les plus en mal de crédit

n'avaient pas en portefeuille de lettres de change susceptibles de convenir à la banque de Pologne.

Voici d'ailleurs l'état des crédits accordés par la banque au cours des années 1924 et 1925 :

|                                      |     |
|--------------------------------------|-----|
| Au 28 avril 1924 .....               | 92  |
| Au 30 juin 1924 .....                | 173 |
| Au 30 septembre 1924 .....           | 281 |
| Au 31 décembre 1924 .....            | 315 |
| Au 30 mars 1925 .....                | 378 |
| Au 30 juin 1925 .....                | 364 |
| Au 30 septembre .....                | 334 |
| Au 31 décembre.....                  | 341 |
| le tout évalué en millions de zloty. |     |

On sait que, malgré ces précautions, le cours du zloty commença à fléchir dès le mois de juillet 1925. Ce phénomène n'était dû ni à une politique de crédit trop libérale, ni à l'inflation (de la part de la banque tout au moins). Il provenait pour la plus grande part de la diminution des réserves des devises étrangères à la banque, et en dernière analyse du déficit considérable de la balance commerciale.

Ce déficit était dû à des causes diverses : d'abord la mauvaise récolte de 1924 transformant en produits d'importation des exportations habituelles du pays, puis la baisse du prix du sucre et du charbon sur de grands marchés européens.

Il faut signaler aussi la grande importance qu'avait prise l'émission des billets divisionnaires du Trésor, moyen commode de parer aux insuffisances du budget. Le montant en circulation de ces billets dépassait 300 millions au mois de mai 1926.

Malgré la déflation énergique pratiquée par la banque de Pologne sur ses propres billets, et qui eut pour effet de restreindre davantage encore le crédit, on conçoit que, devant cette considérable inflation latérale, les efforts de l'institut d'émission dussent demeurer vains.

Enfin, la Banque de Pologne, pendant ces deux premières années de son fonctionnement, usa de son influence pour maintenir au plus bas niveau possible le taux de l'intérêt sur le marché privé.

Aux institutions financières désireuses de profiter de crédits de réescompte, la banque posa comme condition de ne pas appliquer à leur clientèle de taux supérieur au double du sien propre.

Ses efforts tendirent aussi devant le déficit marqué de la balance commerciale à favoriser de son mieux l'exportation. Dans la restriction générale du crédit, elle continua à faire bénéficier d'un traitement de faveur les affaires travaillant pour l'extérieur, et appliqua même un taux d'intérêt de faveur à l'escompte des traites étrangères provenant d'opérations d'exportation de marchandises. On se rendait compte en effet que, des possibilités d'extension du champ d'activité de la banque en matière de crédit, dépendait le succès des efforts tentés en faveur de l'exportation.

---

## CHAPITRE IV

### LA POLOGNE AU DÉBUT DE 1926

C'est après les événements de mai seulement dont on trouvera plus loin un rapide exposé que l'assainissement économique et financier de la Pologne put définitivement s'effectuer.

Mais ce ne fut pas là un phénomène brusque et qu'il fut impossible de pressentir. Dès la fin de 1925, et dans les premiers mois de 1926, certains signes le laissaient deviner, l'examen des deux principaux fera l'objet de ce chapitre.

Il s'agit :

- 1° De l'amélioration de la balance commerciale ;
- 2° Du projet de budget pour 1926.

#### § 1. — Balance commerciale.

Si l'on examine dès le début la valeur des échanges commerciaux, il faut en premier lieu souligner la diminution de l'exportation surtout pour les articles fabriqués.

En 1923, la valeur de ces articles s'élevait à 36 % de la valeur totale des exportations ; en 1924, à 27 %, elle baisse en 1925 jusqu'à 22 %.

Les importations des produits alimentaires aug-

mentent considérablement en 1925 comme conséquence de la mauvaise récolte de 1924-25. On voit également un accroissement considérable et pour la même cause de l'exportation du cheptel.

Le développement des échanges commerciaux suivant les mois dans les années 1924 et 1925 se présente de la façon suivante :

|                           |            | Exportation (1) | Importation | Différence |
|---------------------------|------------|-----------------|-------------|------------|
| Moyenne mensuelle en 1922 | ..         | 54,6            | 70,4 —      | 15,8       |
| —                         | — 1923     | 99,6            | 93,0 +      | 6,6        |
| —                         | — 1924     | 105,5           | 123,2 —     | 17,7       |
| —                         | — 1925     | 116,8           | 138,8 —     | 20,0       |
| 1924                      | I .....    | 96,8            | 80,7 +      | 16,1       |
| —                         | II .....   | 112,6           | 107,1 +     | 5,5        |
| —                         | III .....  | 113,2           | 123,4 —     | 10,2       |
| —                         | IV .....   | 121,4           | 141,5 —     | 20,1       |
| —                         | V .....    | 125,0           | 148,1 —     | 23,1       |
| —                         | VI .....   | 89,5            | 112,1 —     | 22,6       |
| —                         | VII .....  | 80,6            | 96,9 —      | 16,3       |
| —                         | VIII ..... | 63,4            | 81,3 —      | 17,9       |
| —                         | IX .....   | 95,7            | 112,7 —     | 17,0       |
| —                         | X .....    | 109,0           | 151,0 —     | 42,0       |
| —                         | XI .....   | 123,0           | 145,0 —     | 22,0       |
| —                         | XII .....  | 135,5           | 178,6 —     | 43,0       |
| 1925                      | I .....    | 107,5           | 168,9 —     | 65,1       |
| —                         | II .....   | 103,0           | 151,1 —     | 48,1       |
| —                         | III .....  | 120,4           | 190,1 —     | 69,7       |
| —                         | IV .....   | 89,6            | 182,4 —     | 92,8       |
| —                         | V .....    | 105,9           | 185,8 —     | 79,9       |
| —                         | VI .....   | 103,7           | 170,0 —     | 66,3       |
| —                         | VII .....  | 86,9            | 180,4 —     | 93,5       |
| —                         | VIII ..... | 103,0           | 116,2 —     | 13,2       |
| —                         | IX .....   | 108,9           | 72,8 +      | 36,1       |

1. En millions de zloty.

|      |           | Exportation | Importation | Différence |
|------|-----------|-------------|-------------|------------|
|      |           | —           | —           | —          |
| 1925 | X .....   | 131,5       | 80,1 +      | 51,4       |
| —    | XI .....  | 154,5       | 84,5 +      | 70,0       |
| —    | XII ..... | 186,8       | 83,5 +      | 103,3      |
| 1926 | I .....   | 159,3       | 68,5 +      | 90,8       |
| —    | II .....  | 131,3       | 68,9 +      | 62,1       |

Les mauvaises récoltes en 1924 et 1925 ont influencé d'une façon très défavorable le mouvement de la balance, surtout dans la première moitié de 1925, après l'épuisement des réserves nationales de blé. Mais, finalement, dans la seconde moitié de 1925 l'exportation des produits agricoles augmente, l'importation diminue simultanément à cause de la réglementation survenue, et à partir du mois de septembre, la balance devient active.

\* \* \*

## § 2. — Les projets de budget depuis 1924.

*Exercice 1924.* — D'après la loi de finances du 27 septembre 1924, les prévisions budgétaires pour les recettes et dépenses ordinaires de l'exercice 1924 se montaient à 1.048,6 millions de zloty, et pour le budget extraordinaire à 374,0 millions de zloty. Au total 1.422,7 millions de zloty.

Les prévisions des revenus et recettes extraordinaires pour l'exercice 1924 représentaient plus du triple des rentrées budgétaires des années de la période d'inflation.

Cependant les rentrées effectives ont surpassé les prévisions de plus de 31 millions.

Dans les recettes et revenus ordinaires on constate un excédent atteignant 195 millions de zloty contre 163 millions de déficit dans les revenus et recettes extraordinaires.

Quant au chapitre « dépenses » des prévisions budgétaires, d'après la loi des finances du 29 septembre 1924, elles devaient se monter, dans le budget ordinaire à 1.256,4 millions, dans le budget extraordinaire à 335,9 millions de zloty, au total 1.592,3 millions.

On prévoyait donc un déficit comptable de 170 millions qui devait être couvert au moyen de revenus extrabudgétaires.

Mais, en réalité, et à cause des mauvaises récoltes, il avait fallu, en vertu de la loi du 19 décembre 1924, avoir recours à des crédits additionnels, et élever les prévisions de dépenses jusqu'au montant de 1.802,3 millions de zloty.

Cependant, grâce à la mise en vigueur d'un système de strictes économies, on réduisit considérablement les dépenses à 1.553,3 millions de zloty, et en transportant les dépenses de 1925 déjà effectuées sur le compte de 1924, on arriva au total de 1.627,1 millions de zloty. En fin de compte, le budget ordinaire se boucla avec un déficit de 71,3 millions et le budget extraordinaire avec un déficit de 101,9 mil-

lions de zloty. Au total le déficit comptable du budget ordinaire et du budget extraordinaire s'éleva à 173,2 millions de zloty.

Ce déficit a été comblé au moyen des revenus extrabudgétaires suivants :

|                                                                                                      | Millions de zl. |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| 1 <sup>o</sup> Recette de l'émission de marks pour les besoins de l'exercice 1924 .....              | 82,6            |
| 2 <sup>o</sup> Revenus de monnaie de billon et de monnaie divisionnaire .....                        | 79,3            |
| 3 <sup>o</sup> Versements pour actions de la Banque de Pologne acquises par les fonctionnaires ..... | 17,9            |
| 4 <sup>o</sup> Rentrées des emprunts intérieurs .....                                                | 35,8            |
| 5 <sup>o</sup> Rentrées d'emprunts étrangers (emprunt italien) .....                                 | 75,1            |
| 6 <sup>o</sup> Dette à la Banque de Pologne .....                                                    | 20,7            |
| Au total .....                                                                                       | <u>311,4</u>    |

D'après les évaluations du ministre des finances, le gouvernement disposait alors de 544 millions de zloty pour effectuer le rachat des marks et constituer des réserves de caisse pour 1925.

Le solde en caisse actif à répartir sur l'exercice de 1925 s'élevait à 87 millions de zloty. Il y avait lieu d'ajouter 30 millions représentant la capacité non épuisée d'émission de monnaie de billon, ainsi que les impôts arriérés se chiffrant à environ 265 millions.

Examinant rapidement l'influence exercée par la perception des impôts et contributions, par la perception également des recettes des monopoles en 1924, on peut constater que : la perception des im-

pôts et monopoles du quatrième trimestre atteint plus du double de celle du premier, et presque le double des recettes du deuxième.

Même constatation en ce qui concerne les droits de timbre et d'enregistrement, les rentrées accusent en cette matière une progression constante.

Même progression également pour les recettes des douanes.

*Exercice 1925.* — En passant ensuite à l'examen des préliminaires du budget ainsi que des dépenses et recettes réelles pour l'exercice 1925, nous sommes obligés de constater que son équilibre n'a été réalisé qu'à l'aide de recettes extraordinaires.

On a prévu 2.157,4 millions de zloty pour les recettes ordinaires et 554,9 de recettes extraordinaires.

Mais on a encaissé 2.046,8 millions, soit 110,6 millions de moins que la somme prévue dans les préliminaires.

Les recettes ordinaires ont cependant donné un excédent de 110 millions sur le chiffre prévu, mais ce sont les recettes extraordinaires qui ont manqué.

Notamment l'impôt sur le capital dont nous avons signalé en passant le caractère nettement anti-économique, n'a donné que 60 millions de zloty au lieu des 300 escomptés.

Même déception pour les emprunts intérieurs notamment pour les emprunts de chemins de fer prévus pour 50 millions.

Le gouvernement dut réduire les dépenses de 103 millions de zloty, il fut obligé de dépasser les prévisions des recettes pour conserver l'équilibre du budget et d'émettre 281 millions de zloty en monnaie de billon et de papier au lieu de 172 prévus.

Mais nous l'avons dit, et c'est un prodrome rassurant, les recettes normales ont dépassé les prévisions. En ce qui concerne les recettes des impôts et les monopoles sans compter l'impôt sur le capital on a réalisé 1.280 millions.

Les recettes ont donc accusé une augmentation lente mais progressive jusqu'au quatrième trimestre inclus, et ce, malgré le fléchissement du cours du zloty.

|                                                | 1 <sup>er</sup> Trim. | 2 <sup>e</sup> Trim. | 3 <sup>e</sup> Trim. | 4 <sup>e</sup> Trim. | TOTAL   | Prévisions<br>budgétaires |
|------------------------------------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------|---------------------------|
| 1 <sup>o</sup> Impôts directs ordinaires ..... | 68,2                  | 99,9                 | 76,4                 | 120,0                | 364,5   | 335,1                     |
| 2 <sup>o</sup> Impôts indirects .....          | 34,3                  | 25,8                 | 33,9                 | 28,4                 | 122,4   | 98,5                      |
| 3 <sup>o</sup> Timbre et enregistrement .....  | 28,6                  | 28,8                 | 27,6                 | 29,3                 | 114,3   | 110,0                     |
| 4 <sup>o</sup> Recettes des douanes ..         | 83,5                  | 91,0                 | 64,9                 | 45,8                 | 285,2   | 270,0                     |
| 5 <sup>o</sup> Monopoles .....                 | 78,1                  | 82,0                 | 112,5                | 104,7                | 394,6   | 362,4                     |
| Recettes totales .....                         | 272,7                 | 344,8                | 315,3                | 328,2                | 1.281,0 | 1.160,6                   |
| Prélèvement sur la fortune .....               | 20,6                  | 14,0                 | 15,4                 | 10,4                 | 60,4    | 300,0                     |

Pour cet exercice 1925, sans la destruction du capital roulant à la suite de l'inflation, sans la difficulté de réaliser une partie des biens qui s'en est suivie, il n'y a pas de doute que l'équilibre du budget aurait été facilement réalisé, et que l'émission de la monnaie de billon et de la monnaie division-

naire n'eut pas eu lieu au delà des limites fixées dans l'avant-projet du budget.

*Exercice 1926.* — Pour éviter de pareilles surprises, en 1926, et prenant en considération l'influence de la crise économique sur les recettes de l'Etat, les prévisions budgétaires pour l'année 1926 ont été fixées à 1.475 millions de zloty, c'est-à-dire une somme à peu près égale au montant des évaluations de recettes ordinaires pour l'année 1925 et, cependant, les impôts étaient largement accrus.

On décida en outre d'obtenir une réduction des dépenses en faisant certaines réformes administratives, puis on décréta une contribution supplémentaire de 10 % qui donna 65 millions de zloty.

On augmenta également les revenus des entreprises de 202 millions de zloty. L'augmentation du prix de l'alcool donna 50 millions de zloty, celui des tarifs de chemins de fer 30 millions.

Les prévisions des impôts et des monopoles ont été arrêtées à 1.267,4 millions de zloty au lieu de 1.341,5 de recettes ordinaires pour l'exercice 1925.

Les impôts directs ordinaires ont été évalués à 332,6 alors que les recettes réelles de 1925 avaient été de 364,5 millions.

Les impôts indirects ont été évalués à 108,8 alors que les recettes réelles de 1925 étaient de 122,4 millions.

Même opération pour les droits de timbres et d'enregistrement. Les recettes réelles étaient en 1925

de 114,2 mais l'évaluation pour 1926 portait uniquement 111,5.

Les recettes des douanes — évaluation pour l'année 1926 : 200,0 — recettes de 1925 : 285,2 millions.

Recettes des Monopoles — évaluation pour 1926 : 454,5 — recettes réelles 1925 : 394,6 millions.

Enfin, l'impôt sur la fortune a été évalué pour 1926 à 60,4 alors que les recettes réelles en 1925 étaient de 60,0 millions.

Cette nomenclature montre que les recettes des douanes et des impôts directs ont été largement diminuées. L'impôt sur la fortune a été évalué dans les prévisions à la même somme que les recettes réelles en 1925.

Les recettes des monopoles furent estimées à une somme un peu supérieure en raison des progrès réalisés dans l'organisation du monopole de l'alcool. Une aussi modeste évaluation des recettes des impôts et des monopoles conjointement avec la diminution notable des dépenses ont donné une garantie suffisante pour avoir confiance dans la stabilité du budget de l'exercice 1926 et pour, en général, avoir confiance dans l'avenir.

D'ailleurs cette confiance ne sera pas trompée, les événements de mai vont la justifier.

---



## DEUXIÈME PARTIE

### LA POLOGNE DEPUIS LE MOIS DE MAI 1926

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### LE POINT DE VUE POLITIQUE

Dès le moment où elle eut recouvré son indépendance et qu'elle se fut donné une constitution, la Pologne appliqua dans toute sa rigueur le régime parlementaire. Parfaitement apte à conduire les destinées d'un pays dans une période de calme absolu, ce régime semble perdre un peu de ses vertus au cours des temps troublés. La solution de continuité qu'il occasionne parfois dans la conduite du pouvoir peut être nuisible à la bonne marche de l'Etat, et il advient qu'alors on remarque une abdication toute momentanée d'ailleurs de ce régime au profit d'une autorité plus personnelle et plus stable.

Divers pays d'Europe et la France même nous en ont fourni depuis 1914 plusieurs exemples.

C'est ainsi qu'en Pologne dans les premières années de son existence nouvelle, l'émiettement des partis à la Diète empêchait la formation d'une majorité stable et donnait lieu à des crises ministérielles assez fréquentes.

Les gouvernements qui durèrent le plus longtemps et purent de ce fait faire œuvre utile, furent de formation extra-parlementaire, des cabinets « d'affaires » comme on les a appelés. Tel fut le cabinet de M. Ladislas Grabski.

Le gouvernement Skrzynski qui lui succéda le 20 novembre 1925 voulut s'assurer une majorité plus stable. Une coalition gouvernementale des principaux partis allant de la droite jusqu'aux socialistes polonais permit à M. Skrzynski de diriger le gouvernement pendant 6 mois environ, il put ainsi donner à la politique étrangère polonaise une direction qui soulignait nettement les tendances pacifiques de la Pologne et le rôle de celle-ci dans l'édifice de l'Europe contemporaine.

Cependant, à la suite de divergences profondes entre le projet de M. Zdzichowski, Ministre des Finances, et le programme du parti socialiste au sujet des moyens de rétablir l'équilibre budgétaire, les ministres socialistes donnèrent leur démission le 20 avril 1926.

Le 6 mai M. Skrzynski se retirait sans être mis en minorité par la Chambre. Le premier ministre déclarait que le gouvernement était parti mais qu'il n'était pas tombé.

Après 5 jours de crise, au cours desquels différentes tentatives furent faites, le président de la République confia la présidence du Conseil à M. Witos président du parti paysan du centre. Or, M. Witos forma un gouvernement appuyé sur le centre droit de la Chambre. Les partis de gauche réclamèrent sa démission immédiate et le maréchal Pilsudski éleva une revendication analogue.

Ce dernier était fermement persuadé que ce gouvernement appuyé par une majorité très faible et même douteuse à la Diète (qui elle-même avait cessé de représenter l'opinion du pays) ne ferait qu'envenimer les querelles des partis sans tenir compte des besoins impérieux du salut public. C'est pourquoi, il décida de procéder à une démonstration militaire pour forcer le gouvernement de M. Witos à démissionner, et pour créer des circonstances favorables à la formation d'un gouvernement soustrait aux influences des partis. Dans la soirée du 12 mai 1926, le Maréchal Pilsudski entra dans Varsovie à la tête de quelques régiments.

Mais le gouvernement, bien que surpris par les événements, avait réussi à improviser une défense. Une entrevue qui eut lieu sur le pont Poniatowski et dans laquelle M. Wojciechowski demanda au Maréchal Pilsudski de se retirer, ne permit malheureusement pas d'éviter l'effusion de sang. Les troupes du Maréchal retardées dans leur progression par celles du gouvernement, occupèrent successivement tous les ministères, tandis que les ministres

du Cabinet Witos se réunissaient au Belvédère autour de M. Wojciechowski, président de la République. A la suite de combats de rues, le gouvernement se retirait à plusieurs kilomètres de Varsovie, au château de Willanow ; là, le Conseil des Ministres prit à l'unanimité la décision de démissionner.

De son côté, le Président de la République prenait la même résolution et chargeait le maréchal de la Diète, M. Rataj, de prendre en mains le gouvernement de la République.

La démission simultanée du Président et des Ministres créait un nouvel ordre de choses ; il ne restait plus qu'à appliquer les règles de la constitution à cette situation de fait.

Le 15 mai 1926, M. Rataj, maréchal de la diète, signait un décret qui ordonnait la suspension des hostilités.

Depuis cette date, l'ordre qui d'ailleurs n'avait jamais été troublé en province n'a cessé de régner sur Varsovie et sur l'ensemble du territoire polonais.

L'assemblée nationale chargée d'élire le Président de la République se réunit à Varsovie le 31 mai 1926.

Au premier tour de scrutin, le maréchal Pilsudski fut élu par 292 voix contre 193 à M. Brinski woiwode de Poznan, et 51 bulletins blanc.

Le maréchal déclara qu'il considérait le vote de l'assemblée nationale comme donnant une consécration légale aux événements du 12 mai 1926, mais que néanmoins il n'avait pas l'intention d'assumer les fonctions de Président de la République.

Dès qu'il eut pris connaissance de la résolution définitive du maréchal, M. Rataj convoqua l'assemblée nationale pour le lendemain 1<sup>er</sup> juin 1926.

Au second tour de scrutin, M. Ignace Moscicki fut élu par 281 voix contre 200 à M. Brinski et 50 bulletins blancs.

Tels furent les événements de mai 1926, le maréchal Pilsudski sentant la nécessité d'une direction ferme pour sortir la Pologne de ses difficultés mettait à nouveau au service de son pays, d'une manière un peu vive peut-être mais à coup sûr efficace, les ressources de son expérience et de son talent.

Mais la révolution qu'il accomplit se distingue nettement de toutes les autres, il donna à son acte les apparences et même la réalité d'un acte légal. Il voulut que son geste fut sanctionné par le gouvernement, le peuple, et par la constitution elle-même.

Sachant que comme président, il ne jouirait pas d'une liberté constitutionnelle assez grande pour faire aboutir les réformes qu'il désirait accomplir, il démissionna.

Il s'effaça donc en fait devant un homme d'une valeur intellectuelle et morale incontestable, mais qui, jusqu'à cette époque, n'avait été placé qu'au second plan. En réalité, il était et demeure encore l'animateur de la politique polonaise.

Le maréchal Pilsudski revenait d'ailleurs au pouvoir à une heure très favorable comme nous l'avons

déjà dit, les difficultés financières et économiques commençaient à s'apaiser et celui qui au plus mauvais moment avait paru comme le symbole des espérances de sa patrie, apportait à cet ensemble de facteurs heureux ce qu'on pourrait appeler l'appoint des impondérables. La Pologne se reprit à considérer l'avenir avec confiance.

Vers ce moment aussi, autre raison d'espérer : le docteur Kemmerer étudiait de près les finances du pays en vue d'un emprunt éventuel que l'on se plut dès lors à considérer comme acquis, alors qu'il ne devait être conclu qu'un an plus tard.

Bref, le mois de mai 1926 paraît à l'observateur impartial comme le point de départ de la Pologne vers un rétablissement que l'on a tout lieu cette fois de tenir pour définitif.

---

## CHAPITRE II

### LE POINT DE VUE FINANCIER

#### § 1. — Vue générale sur le mouvement des devises étrangères et la circulation monétaire.

Entre l'époque des premières défaillances du zloty, et le temps de la seconde visite du D<sup>r</sup> Kemmerer à Varsovie, il s'est écoulé plus d'une année, au cours de laquelle le gouvernement n'a pas cessé de vouloir sauvegarder sa monnaie.

Il a tenté de réglementer de façon stricte les achats de devises étrangères pour besoins commerciaux, il a tenté aussi d'une déflation énergique qui fut malheureusement sans effet sur l'inflation toujours croissante des billets non gagés émis par le Trésor. Après s'être rendu compte de son erreur sur ce dernier point, l'Etat polonais, par la loi du 22 octobre 1926, s'est efforcé de limiter le nombre de ces billets.

Bien qu'une partie des pages qui vont suivre s'applique aussi bien à l'année 1925, il a paru plus logique de grouper dans cette seconde partie qui traite du redressement définitif de la Pologne, l'exposé de faits ou de mesures qui y sont intimement liés.

L'étude de la relation qui existe entre la situation monétaire et l'état des réserves de monnaies étrangères à la Banque demande tout d'abord un examen rapide du mode d'achat et de vente des monnaies par cet établissement.

En vertu des règlements en vigueur, la Banque alimente sa réserve de monnaies étrangères aux sources suivantes :

1<sup>o</sup> Achats effectués dans le commerce privé et à la bourse ;

2<sup>o</sup> Sommes en monnaies étrangères dues à l'Etat ;

3<sup>o</sup> Sommes dues pour les produits exportés se décomposant de la façon suivante :

a) Marchandises non réservées à la Banque de Pologne ;

b) Marchandises réservées à cette banque.

La Banque rachète obligatoirement à l'exportateur une partie des monnaies qu'il reçoit à raison des exportations afférentes aux marchandises réservées à la Banque.

L'exportateur a le droit de disposer du compte en monnaies étrangères en couverture seulement des paiements qu'il doit faire à l'étranger. Dans le cas où il voudrait prélever des monnaies étrangères pour les utiliser à l'intérieur du pays, la Banque lui en remet l'équivalent en zloty. Les chèques en monnaies étrangères sont remis aux entreprises particulières sur la preuve faite par elles que ces chèques leur sont nécessaires pour régler les transactions se justifiant du point de vue fiscal. L'acheteur du reste ne

reçoit pas le chèque directement, mais il indique quel en est le destinataire à qui la banque le fait directement parvenir.

Pour constater si des progrès ont été réalisés sur la situation monétaire et dans quelle mesure, il y a lieu de comparer simplement les achats et les ventes de monnaies et de devises étrangères avec la valeur des importations et des exportations effectuées.

L'ensemble des sommes achetées et vendues dépend donc de la valeur des importations et des exportations ; la comparaison de leur pourcentage renseigne sur leur opportunité.

En ce qui concerne les achats des monnaies étrangères, on constate un certain progrès. Tandis que pendant les années 1924 et 1925, le pourcentage du total des achats de la Banque de Pologne se maintient à 53 %, en 1926, il s'élève à 57 %.

Relativement aux ventes de monnaies étrangères, on constate en 1926 la diminution du pourcentage par rapport à la valeur des importations, ce qui s'explique par la présence de réserves de monnaies étrangères chez les importateurs, réserves provenant d'achats antérieurs.

Dans tous les cas, on constatera une notable amélioration dans ce domaine au cours de la seconde moitié de 1926.

La circulation monétaire en Pologne est en corrélation étroite avec le montant de la couverture des billets émis par la Banque de Pologne, et en même

temps avec le déficit budgétaire permanent des années 1924, 1925 et du début de 1926.

Par suite de la politique de déflation tentée en 1925 parla Bank Polski pour soutenir le zloty, la circulation des billets fut réduite de 503,2 millions de zloty au 30 juin à 381,4 millions de zloty au 31 décembre 1925.

En même temps, le déficit budgétaire fut cause que la circulation des billets du Trésor s'accrut considérablement. C'est l'époque où le dollar dépassa le cours de 10 zloty. Cette situation se prolongea jusqu'au redressement financier de mai 1926.

Mais à partir de cette date, la circulation des billets dépasse celle des coupures. La crise étant surmontée et l'équilibre du budget effectué, le gouvernement put régler cette question. Conformément à la loi du 23 avril 1924, la circulation des coupures ne pouvait excéder le montant de 12 zloty par habitant. En prenant pour base le chiffre de 30 millions d'habitants, nous obtenons un total de 360 millions de zloty. Or, la circulation des coupures dépassait le maximum légalement autorisé.

Cette anomalie disparut en vertu du décret du 22 octobre 1926 par lequel il était édicté que les coupures émises jusqu'à ce jour devaient être converties en billets de banque.

Ce décret prévoit que le montant total des billets d'Etat et du billon ne devra pas excéder le montant total de la circulation à cette même date du 22 octobre 1926, soit 460 millions de zloty.

A partir du 1<sup>er</sup> juillet 1927 le Trésor devra opérer

le retrait des billets d'Etat à raison de 11 millions de zloty par an au minimum, en affectant à cette opération une partie des recouvrements de l'impôt indirect sur le sucre.

Dans le cas où, après le versement des tranches d'amortissement et des intérêts dus sur les obligations de l'emprunt américain 8 % 1925, le reliquat des recettes de l'impôt indirect sur le sucre excéderait les sommes nécessaires au rachat des billets d'Etat, le Trésor public emploiera le reliquat à l'achat d'argent qu'il déposera à la Banque de Pologne en garantie des billets d'Etat restant en circulation.

Une partie de ces dispositions devint caduque après la mise en vigueur du plan de stabilisation, mais il est intéressant de voir comment la Pologne organisait déjà son assainissement un an avant la conclusion de l'emprunt américain. On s'explique aisément ainsi l'impression favorable du Dr Kemmerer qui, à ce moment même, enquêtait à Varsovie. D'autre part, il fallait bien connaître cette loi du 22 octobre 1926, puisque c'est sur elle que s'appuiera le plan de stabilisation en ce qui concerne le rachat des billets d'Etat.

\* \* \*

## § 2. — Séjours du Dr Kemmerer à Varsovie.

Désormais la Pologne stabilisée, si l'on peut dire, politiquement, pourvue d'une balance commerciale

favorable, paraissait en mesure de passer à la stabilisation financière. Les esprits y étaient d'ailleurs favorables et l'étranger, après avoir si longtemps considéré avec méfiance les finances et le crédit de la Pologne, semblait vouloir s'y intéresser.

Nous trouvons, dans les visites du professeur Kemmerer à Varsovie, les premières manifestations de ce nouvel état d'esprit.

L'éminent expert américain était déjà venu à Varsovie, à la fin de décembre 1925, pour un séjour de 2 semaines sur l'invitation du gouvernement polonais dont il fut l'hôte. Il remit, avant son départ, au ministère des Finances une série de recommandations publiées plus tard comme annexe à son grand rapport lors de son second séjour en Pologne. Il se prononçait, en particulier, à cette époque pour la stabilisation du zloty au pair, car la chute n'en était pas à ce moment encore très profonde.

Sa seconde visite, du 3 juillet au 17 septembre 1926, eut, au contraire, un caractère beaucoup plus officiel. Venu en Pologne avec tout un cortège d'experts, il établit au ministère des Finances le siège de ses travaux, et remit, lors de son départ, un volumineux rapport sur la situation actuelle du pays et sur les mesures qu'il convenait de prendre pour un assainissement définitif (1). La plupart de ses suggestions ont été suivies, et ce travail considé-

1. Reports submitted by the Commission of the American financial experts headed by Dr E.-W. Kemmerer (Ministry of finance, Warsaw).

rable, auquel nous devons une grande part de notre documentation, demeure comme la charte de la réforme polonaise.

Au cours de cet été 1926, un rapide retour de confiance, se manifestait, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. S'étant pourvue de devises, la banque de Pologne pouvait stabiliser en fait le cours de zloty aux environs immédiats de 9 par dollar. L'afflux des devises permit même à la banque l'achat de 10 millions de dollars or qui demeurèrent en dépôt à Londres.

Dans ces conditions, le professeur Kemmerer concluait :

1° A la stabilisation légale du zloty au niveau de 9 zloty au dollar, c'est-à-dire, à sa dévaluation dans une proportion de 70 % ;

2° Au rachat des billets d'appoint émis par le Trésor qui devaient être remplacés en partie par des billets de banque, et en partie par de la monnaie d'argent ;

3° A la reprise des paiements en or.

Ce revirement favorable attira l'attention de l'étranger. A la fin de 1926, le Banker's Trust, les Banques Chase et Blair firent des offres à M. Czecho-wiez, ministre des Finances, pour la conclusion d'un emprunt à l'étranger.

Ces offres, d'abord séparées, firent ensuite l'objet d'une entente commune entre les banques. En réponse à ces offres, le gouvernement polonais leur communiqua le plan de stabilisation arrêté. Il le communiqua également aux Directeurs du Federal Reserve Board de New-York.

Le gouvernement et la Banque de Pologne voulaient en effet, après la stabilisation du zloty, se faire consentir un crédit de réescompte. Ce crédit ne devait pas consister dans un versement en espèces, mais dans la reconnaissance à leur bénéfice de la faculté, pour les banques d'émission étrangères de réescompter les effets libellés en zloty polonais.

De cette façon, dans le cas où ce crédit viendrait à jouer, les traites libellées en zloty deviendraient une devise appréciée admise en couverture par les banques étrangères.

Une telle opération devait forcément affermir la confiance dans le change polonais, tant dans le pays qu'à l'étranger.

Les négociations entamées durèrent 10 mois. Pendant toute leur durée, la confiance du pays dans leur issue heureuse ne se démentit pas un instant, et ce facteur psychologique fut, comme soutien du change, d'une importance qu'on ne saurait méconnaître.

Nous arrivons ainsi au mois d'octobre 1927 qui vit à la fois la promulgation au titre de loi du plan de stabilisation de la monnaie et la conclusion de l'emprunt étranger.

\* \* \*

### § 3. — Le plan de stabilisation.

Au moment d'exposer le plan de stabilisation mis en œuvre par le gouvernement polonais, on ne peut manquer d'être frappé les différences qui séparent

la situation polonaise de celle des autres Etats, ses voisins, qui ont déjà fait appel pour restaurer leurs finances au crédit étranger.

La nécessité de sauvegarder dans le plan de stabilisation l'indépendance et la dignité de la Pologne apparaît tout d'abord dans le fait que — différant en cela de l'Autriche, de la Hongrie ou de l'Allemagne — elle n'avait aucune dette de réparation et que ses dettes politiques — d'ailleurs minimes — avaient, par avance, fait l'objet d'un accord avec ses créanciers.

On trouvera ci-dessous de l'état de ses dettes extérieures et l'indication des accords conclus à leur sujet. Tous sont antérieurs à la stabilisation :

1<sup>o</sup> Emprunts contractés par voie d'émission (1) :

|                                     |              |
|-------------------------------------|--------------|
| Emprunt 6 % 1920 en dollars .....   | 174,7        |
| Emprunt 8 % 1925 en dollars .....   | 281,2        |
| Emprunt or 8 % 1921 à six ans ..... | 3            |
| Emprunt italien 7 % en lires .....  | 188,7        |
| Total .....                         | <u>647,8</u> |

2<sup>o</sup> Emprunts contractés auprès de gouvernements étrangers (1) :

|                             |                 |
|-----------------------------|-----------------|
| Danemark .....              | 1               |
| France .....                | 365,74          |
| Pays-Bas .....              | 28,43           |
| Norvège .....               | 45,98           |
| Etats-Unis d'Amérique ..... | 1.563,22        |
| Suisse .....                | 0,15            |
| Suède .....                 | 15,05           |
| Angleterre .....            | 208,97          |
| Italie .....                | 37,27           |
| Total .....                 | <u>2.265,79</u> |

1. En millions de zloty.

### 3° Emprunts contractés envers les organisations privées :

|                             |              |
|-----------------------------|--------------|
| France .....                | 1,05         |
| Etats-Unis d'Amérique ..... | 26,84        |
| Total.....                  | <u>27,89</u> |

### 4° Dette de liquidation après-guerre :

|                                                  |                 |
|--------------------------------------------------|-----------------|
| Dette de l'ancien Empire d'Autriche-Hongrie..... | 327,15          |
| Total général .....                              | <u>3.268,71</u> |

Les crédits obtenus des gouvernements étrangers avaient le caractère d'opérations à court terme qui devaient généralement être acquittées de 1925 à 1930. Par voie d'accords avec les différents états créanciers, ces crédits furent consolidés à long terme.

La Pologne a conclu des accords de consolidation avec :

a) Les Etats-Unis d'Amérique, le 14 novembre 1924 à Washington ;

b) La Grande-Bretagne, la Norvège, la Hollande et les autres Etats ayant pris part au Comité international des crédits de secours le 10 décembre 1925 à Londres ;

c) L'Italie, le 18 décembre 1926 à Varsovie.

Seule la dette contractée envers la France n'avait pas encore été réglée à la fin de 1926.

D'autre part, au lieu de se trouver en présence d'un pays en pleine inflation, où la nécessité d'une stabilisation s'impose dans le plus bref délai, nous voyons une nation qui a déjà accompli des efforts

surhumains, et où le concours étranger ne fera que reconnaître, sanctionner, et étayer une situation déjà établie en fait. L'emprunt étranger ne sera donc pas destiné à combler un déficit budgétaire, à fournir les ressources indispensables à l'Etat pendant la mise en œuvre du plan d'assainissement. Au contraire, l'emprunt aura une utilisation fixée d'avance que nous exposerons plus loin, et, si une faible partie en est réservée pour parer aux insuffisances éventuelles de l'Etat, nous pouvons dire, tout de suite, qu'il n'y a pas eu lieu, jusqu'ici, d'y faire appel.

Néanmoins, l'emprunt auprès des banques privées et plus encore peut-être, l'accord avec les différentes banques d'émission étaient nécessaires pour permettre au remarquable effort du peuple polonais d'être enfin reconnu par les principales places financières ; pour permettre en un mot, à ce pays d'accéder aux sources internationales du crédit dont il avait été tenu éloigné jusqu'ici.

On en voit la preuve dans la difficulté qu'eut la Pologne, de 1920 à 1926, à emprunter à l'étranger. La seule opération qu'elle eut tenté dans cet ordre sur le marché américain en 1925 n'avait eu qu'un médiocre succès : et le cours de l'emprunt 8 % 1925 à New-York n'avait pas dépassé en 1926 88,41 %, cours d'une faiblesse injustifiée à l'époque où la Pologne faisait de si étonnants progrès.

Enfin, la réforme de 1924 malgré son mérite, portait en elle un germe mortel ; il n'y avait pas eu d'entente préalable avec les principales places

étrangères pour fixer à un franc-or la valeur du zloty. Ce cours n'était garanti que par les réserves d'or et de devises de la Banque de Pologne. Elles étaient bien incapables, par conséquent, de résister à un déficit prolongé de la balance commerciale durant une crise économique que l'on pouvait craindre et qui s'est produite en effet.

Comment allait-on tenir compte de ces nécessités sans imposer à la Pologne une mainmise sur ses finances qui apparaîtrait comme une négation de ses efforts ?

Comment assurer le contrôle nécessaire de l'emprunt sans déléguer à Varsovie une personnalité analogue au commissaire de la S. D. N. à Vienne ou à Budapest ?

C'était une question délicate et pour la solution de laquelle n'existait aucun précédent.

Pour laisser au plan ce caractère « d'acte de souveraineté nationale », comme on l'a fort heureusement appelé, on songea à faire appel, pour sa mise en œuvre, à la Banque de Pologne qui avait donné, durant le cours des années précédentes, maintes preuves de son indépendance et de son habileté technique. Pour mener à bien cette tâche, elle allait disposer de l'assistance technique des autres banques d'émission. Et pour assurer, entre les diverses institutions le contact nécessaire, la Banque de Pologne nommerait un administrateur étranger spécialement chargé de suivre l'exécution du plan d'assainissement.

Après avoir souligné ces caractères importants de la stabilisation polonaise, nous allons exposer successivement :

I. — Les mesures budgétaires, fiscales et administratives prises par le gouvernement.

II. — Les conditions dans lesquelles la monnaie est stabilisée.

III. — Le rôle de la Banque de Pologne et les modifications de ses statuts.

IV. — L'emprunt étranger, couronnement de l'ensemble.

#### I. — MESURES BUDGÉTAIRES FISCALES ET ADMINISTRATIVES

Il suffira de les rappeler rapidement :

D'abord engagement formel pour les exercices 1927-1928 et 1928-1929 de n'engager aucune dépense non prévue au budget sans qu'une augmentation correspondante de recettes soit réalisée. Ces dépenses comportent notamment tout le service de l'emprunt.

Le gouvernement continuera d'appliquer le système actuel des budgets mensuels.

Il réorganisera le plus tôt possible les chemins de fer sur une base autonome et selon les principes de la gestion commerciale.

Toutes les recettes de l'Etat seront versées à la Banque de Pologne ou à la Caisse d'Epargne Postale ou aux caisses du Trésor par les soins desquelles s'effectueront de même les dépenses. D'autre part,

toutes les disponibilités du Trésor seront déposées à la Banque de Pologne.

Les recettes et dépenses des monopoles (entreprises publiques non commercialisées) feront l'objet de comptes distincts des comptes publics généraux, afin que leurs excédents de recettes ne puissent être affectés à d'autres dépenses que celles prévues au budget.

Après s'être entouré d'une commission nommée spécialement à cet effet, le gouvernement doit entreprendre les mesures fiscales les plus urgentes.

L'Etat ne pourra plus faire d'avances aux banques d'Etat, aux établissements autonomes, ni aux entreprises publiques.

## II. — STABILISATION DE LA MONNAIE.

Le Gouvernement polonais renonce solennellement au droit d'émettre des billets du Trésor. La banque aura seule désormais ce droit.

Les statuts de la banque autorisent le gouvernement à se faire avancer 50 millions de zloty. Celui-ci s'engage à ne faire aucun appel à la Banque, tant que sera maintenue la réserve de trésorerie dont nous parlerons plus bas. Les dispositions de ce décret relatives au rôle de la banque et à l'emploi de l'emprunt seront indiquées dans les paragraphes suivants relatifs à ces questions.

Puis, par l'ordonnance du 5 novembre 1927, l'Etat polonais réglemente la frappe de la monnaie :

Les pièces suivantes seront frappées :

1° en or : 100 zloty, 50 zloty, 25 zloty.

2° en argent : 5 zloty, 2 zloty.

3° en nickel : 1 zloty, 50 Gr., 20 Gr., 10 Gr.

4° en bronze : 5 Gr., 2 Gr., 1 Gr.

Les pièces d'or seront frappées d'un alliage contenant 900/1000 d'or fin et 100/1000 de cuivre.

D'un kilogramme de cet alliage il sera frappé 5.332 zloty, ainsi que nous l'avons dit.

Les pièces d'argent de 5 zloty seront frappées d'un alliage contenant 750/1000 d'argent fin et 250/1000 de cuivre.

Les pièces de 2 zloty seront frappées à 500/1000 d'argent fin et 500/1000 de cuivre.

Les pièces en nickel seront frappées en nickel pur ; les pièces de bronze seront frappées d'un alliage contenant 950/1000 de cuivre, 40/1000 d'étain et 10/1000 de zinc.

Lors de la frappe des pièces d'or et d'argent les dérogations au-dessus et au-dessous des normes prévues, quant au titre et au poids, ne pourront pas dépasser pour les pièces d'or, quant au titre 2/1000 pour les pièces de 100 et 50 zloty ; quant au poids 1/1000. Pour les pièces de 25 zloty, 2/1000 de leur poids. Pour les pièces d'argent ; quant au titre 2/1000, pour les pièces de 5 zloty, et 3/1000 pour les pièces de 2 zloty ; quant au poids 3/1000 pour les pièces de 5 zloty, et 5/1000 pour les pièces de 2 zloty.

En conséquence de cette réglementation du dosage

des alliages, tous les engagements libellés en zloty or seront réévalués selon la relation 1 zloty or ancien équivalent à 1,72 zloty or nouveau.

Les créances libellées en zloty or ancien sont payables selon la relation de l'équivalent 900/5.332 grammes d'or fin pour 1 zloty or nouveau.

Telle est la première partie de l'opération de stabilisation.

La seconde, nous le savons, consiste dans la délivrance du zloty or nouveau contre des billets de la banque de Pologne.

L'article 47 des statuts de la banque porte en effet :  
« La banque sera tenue d'échanger les billets émis  
« contre des monnaies d'or sur demande et sans  
« limitation de sommes. »

Ces billets ont donc cours légal, mais non cours forcé.

#### GARANTIE DES BILLETS ÉMIS PAR LA BANQUE DE POLOGNE.

Ces billets doivent être garantis jusqu'à concurrence de 30 à 40 % par :

- 1° l'encaisse or (or monnayé ou or en barre) ;
- 2° l'encaisse argent, selon la valeur or ;
- 3° stock de monnaies étrangères ;
- 4° disponibilités dans les banques étrangères de premier ordre ;
- 5° chèques payables à vue, et mandats sur Banques étrangères de premier ordre ;

6° traites acceptées et endossées par les banques étrangères de premier ordre.

Le surplus des billets en circulation devra être *représenté* :

1° par des traites et valeurs ;

2° par l'encaisse des monnaies polonaises, d'argent ou de billets ;

3° par des fonds publics en portefeuille ;

4° par la dette du Trésor figurant au compte du crédit sans intérêt dont le Trésor bénéficie à la Banque jusqu'à concurrence de 50 millions de zloty.

Comment le Trésor se libérera-t-il envers la Banque ?

Au moyen d'un impôt sur la couverture que détendra la banque pour garantir les billets.

Nous venons de dire en effet que la circulation des billets devait être garantie par de l'or monnayé ou en barre, ou valeurs assimilables jusqu'à concurrence de 30 ou 40 %.

Il est évident que plus la banque émettra de billets, plus sa couverture deviendra faible, puisqu'elle s'étendra à la garantie d'un plus grand nombre de billets.

L'Etat percevra donc un impôt calculé sur la baisse de la couverture des billets de banque, en d'autres termes, sur la quantité des billets émis.

D'où la règle suivante :

Chaque fois que la couverture descendra au-des-

sous de 40 %, tout en restant au-dessus de 30 %, la banque versera au Trésor, pour chaque décade, un impôt d'émission s'élevant à 3 %.

L'impôt sera de 6 % pour une couverture inférieure à 37 %, de 10 % pour une couverture inférieure à 34 %.

Et les comptes seront arrêtés tous les 10 jours.

### III. — ROLE DE LA BANQUE DE POLOGNE ET MODIFICATION DE SES STATUTS.

Les conditions spéciales, dans lesquelles s'opérait la réforme monétaire polonaise, avaient réduit au minimum la partie budgétaire et administrative du programme de stabilisation. Mais sur le plan monétaire lui-même, les problèmes posés n'étaient pas de ceux qu'il y a extrême urgence à résoudre. Le crédit à court terme présentait une réelle amélioration. Parallèlement le taux maximum d'intérêt autorisé de 24 % au début de 1926, avait, par paliers successifs, été ramené à 15 % au 1<sup>er</sup> janvier 1927. La Banque avait aussi réduit son taux d'escompte, ramené de 12 à 10 % le 1<sup>er</sup> juillet, et à 9 1/2 le 13 décembre 1926. L'accroissement régulier de l'encaisse métallique depuis juin 1926 — accroissement dû presque exclusivement à des achats faits à l'intérieur du pays — lui permettait de maintenir sans effort le cours du zloty à 9 par dollar.

Voici d'ailleurs en millions de zloty or le tableau des réserves de la Banque jusqu'au 10 octobre (les

réserves en devises étrangères étant converties en zloty) :

|                         | Réserves<br>en zloty | Réserves<br>en devises |
|-------------------------|----------------------|------------------------|
| 31 mars 1926 .....      | 134,1                | 49,4                   |
| 30 juin 1926 .....      | 134,7                | 78,6                   |
| 30 septembre 1926 ..... | 135,6                | 109,1                  |
| 31 décembre 1926 .....  | 138,8                | 164,9                  |
| 31 mars 1927 .....      | 152                  | 234,6                  |
| 30 juin 1927 .....      | 161,6                | 218,8                  |
| 30 septembre 1927 ..... | 183,2                | 243,2                  |
| 10 octobre 1927 .....   | 185,8                | 252,6                  |

Néanmoins, comme le plan de stabilisation faisait reposer sur la Banque de Pologne la bonne marche de l'opération, il lui fallait, pour ce faire, des ressources exceptionnelles et en particulier des réserves très largement calculées.

Pays neuf, la Pologne est sujette à de gros achats de produits fabriqués au dehors, d'où nécessité de réserves importantes pour parer au déficit éventuel de la balance commerciale.

C'est ainsi que la couverture des billets a été portée de 30 à 40 %

D'autre part, la réévaluation de l'encaisse et des devises au nouveau cours du zloty a donné un bénéfice de 90 millions entièrement portés aux réserves de la Banque. Le capital fixé en 1924 à 100 millions a été porté à 150 millions par la vente au Trésor de 500.000 actions nouvelles émises avec une prime de 50 % et portant ainsi à 75 millions l'accroissement des réserves dû à cette seule source. Signa-

lons en passant que ceci ne porte pas atteinte à l'indépendance de la Banque jalousement maintenue depuis 1924. Le Trésor doit, en effet, rétrocéder au public, au fur et à mesure des demandes, les actions ainsi obtenues.

Enfin, la banque, en vertu d'une convention passée sur l'initiative de la Fédéral Réserve Bank avec 14 banques d'émission européennes, dispose chez celles-ci d'un crédit de réescompte de 20 millions de dollars. On ne saurait trop souligner l'importance de ce crédit à l'octroi duquel la Reichsbank elle-même n'a pas cru devoir se soustraire, et qui montre bien la solidarité grandissante des principaux instituts d'émission. Ajoutons que la Banque de Pologne, de son côté, a participé à l'ouverture d'un crédit semblable en décembre 1927 lors de la stabilisation de la lire. Nous verrons au moment où nous parlerons de l'emprunt que la banque s'est assuré désormais le contrôle absolu de la circulation fiduciaire par la suppression des billets du Trésor.

Nous verrons comment cette opération a été réalisée. Les billets retirés ont été ou seront remplacés par 320 millions de pièces d'argent.

Nous savons déjà que le contrôle de la Banque sur le marché intérieur de l'argent est renforcé par la concentration dans ses caisses de toutes les ressources publiques et qu'elle a même reçu un droit de surveillance sur les emprunts à l'étranger. Si, par suite de leur remboursement en monnaies

étrangères, la Banque les juge de nature à compromettre la stabilité future de la monnaie, elle pourra faire connaître au gouvernement qu'il y aurait lieu de n'en point contracter. La réalisation de ces dispositions nécessitait une modification des statuts qui fut réalisée par l'assemblée extraordinaire des actionnaires du 5 novembre 1927 et que nous allons maintenant exposer.

Cette assemblée vota la modification d'un certain nombre d'articles des statuts parmi lesquelles on remarque surtout :

L'article 4, qui indique le nouveau montant du capital de la banque : 150.000.000 de zloty. Les 50 millions supplémentaires étant souscrits par le Trésor avec une prime de 50 %.

L'article 5, qui prévoit que les actions au porteur pourront être échangées avec l'assentiment du Président contre des actions nominatives à la demande de leurs propriétaires.

Par l'article 47, la banque s'engage à rembourser les billets de banque selon son choix en espèces-ou en chèques sur une place étrangère. Seule, la banque centrale à Varsovie pourra faire cette opération et uniquement pour des sommes supérieures à 20.000 zloty.

L'article 51 statue que les billets de banque en circulation et les engagements à vue de la banque devront être couverts à raison de 40 % au moins.

C'est par là surtout que la banque manifeste son intention de constituer de fortes réserves pour l'ave-

nir. Non seulement, en effet, la couverture des billets est portée de 30 à 40 %, mais on fait rentrer dans la circulation les engagements à vue de la banque et pour lesquels la même couverture sera désormais exigée.

Le même article 51 ajoute que l'encaisse-or en monnaies et lingots devra représenter au moins les trois quarts de la couverture minima. Les traites pourront servir à couvrir le dernier quart, mais à condition d'être acceptées ou endossées par des établissements étrangers de premier rang.

L'examen du montant de la circulation par rapport à l'encaisse illustrera mieux que tout commentaire la grande prudence de la banque d'émission.

|                      | Encaisse<br>métallique | Disponibilités<br>à l'étranger<br>(déduction<br>faites des<br>engagements) | Circulation<br>des<br>billets | Couverture<br>en 0/0 |
|----------------------|------------------------|----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------|
| 31 décembre 1926 ..  | 138,8 (1)              | 125,2                                                                      | 563,4                         | 46,86                |
| 30 septembre 1927 .  | 183,2                  | 221,3                                                                      | 824,6                         | 49,06                |
| 31 octobre 1927 .... | 328,7 (2)              | 396,8                                                                      | 906,1                         | 80,07                |
| 30 novembre 1927 .   | 510,5                  | 651,2                                                                      | 1.584,4                       | 73,32                |
| 31 décembre 1927 .   | 519,9                  | 687,5                                                                      | 1.662,8                       | 72,61                |

Mais la plus importante modification survenue dans le régime de la banque, prévue, non par les statuts mais par le plan de stabilisation, réside dans la nomination d'un administrateur étranger, le Conseiller financier, dont le nom a déjà été prononcé sans que ses attributions aient été exactement

1. En millions de Zł. au cours de Zł. 5,18 = 1 dollar.

2. En millions de Zł. au cours de Zł. 8,91 = 1 dollar.

définies. On sait néanmoins qu'il assure la liaison entre les agents financiers de l'emprunt et la banque de Pologne, elle-même chargée de l'exécution du programme d'assainissement.

Le plan du 13 octobre s'exprime à ce sujet en ces termes : « La banque de Pologne nommera un expert américain aux fonctions d'administrateur de la banque... il aura le droit de constituer un comité d'experts qui siégera de temps à autre sur son invitation et sous sa présidence... Cet administrateur sera nommé pour une période de 3 ans. Il pourra se démettre plus tôt de ses fonctions s'il en juge le maintien inutile. S'il estime à la fin de l'exercice 1929-1930 que l'exécution du programme n'est pas suffisamment avancée, le gouvernement examinera la situation d'accord avec lui, et ils s'entendront sur les dispositions du programme qu'il y aura lieu de maintenir encore, et sur le temps où il devra encore être maintenu.

Ce membre étranger doit prêter aide et assistance au gouvernement dans toutes les questions financières qui lui seront soumises, et principalement dans toutes celles relatives au plan de stabilisation. Il devra principalement exercer contrôle sur l'emploi des fonds provenant de l'emprunt.

Tout mandat payable sur les fonds déposés à la banque de Pologne devra être visé par lui.

Les fonds provenant de la vente d'actions de la banque de Pologne, faite pour le compte du gouvernement, seront employés sur ses indications.

Seront également employés de la même façon les fonds destinés à assurer le développement économique du pays.

Non seulement l'emploi devra être contrôlé par le conseiller étranger, mais encore la garantie de cet emprunt.

L'affectation des ressources des douanes polonaises doit servir en effet de garantie au service de l'emprunt.

Ces recettes versées à la Banque de Pologne à un compte spécial ne pourront être retirées que sur l'avis du même conseiller étranger.

C'est donc une surveillance active d'autant plus utile qu'elle est plus discrète que le conseiller doit exercer sur la banque. Son rôle essentiel est de surveiller l'emploi des fonds de l'emprunt.

Comme il le déclarait lui même en décembre dernier à un représentant du *Messenger Polonais*, son devoir est de servir de trait d'union entre le ministre et la banque pour tout ce qui concerne le plan d'assainissement, mais en tant qu'administrateur de la banque ses droits sont égaux à ceux de ses autres collègues.

#### IV. — L'EMPRUNT ÉTRANGER.

Nous arrivons enfin à la véritable clef de voûte du programme de stabilisation, avec l'emprunt étranger signé le 13 octobre 1927 et émis le 18 du même mois

En vertu de l'ordonnance du président de la Ré-

publique, dont les autres dispositions ont déjà été analysées, son montant nominal est de 62 millions de dollars, et de 2 millions de livres, au taux d'émission de 92, à 7 %, amortissable en 20 ans.

47 millions de dollars ont été placés sur le marché des Etats-Unis par les soins d'un Consortium bancaire composé des 4 établissements suivants : Bankers Trust, Blair, Chase, Guaranty Trust Co of New York, représentant le principal groupe créditeur,

Le restant de l'emprunt a été placé sur les marchés européens : en voici la répartition : 2 millions de livres en Grande-Bretagne par Lazard Br. ; 6 millions de dollars en Suisse par la Société de Banque suisse et le Crédit suisse ; 4 millions de dollars aux Pays Bas par Lippmann Rosenthal et Co, 2 millions de dollars en Suède par la Stockholm Enskilda bank ; 2 millions de dollars en France par la Banque de Paris et des Pays-Bas et la Banque Franco-Polonaise.

Il en a même été souscrit une faible part en Pologne 1.000.000 de dollars par la Banque de Commerce à Varsovie.

La souscription de l'emprunt a été couverte avec succès.

Le produit de cette opération de crédit conformément au contrat signé le 13 octobre 1927, a été transmis à la Banque de Pologne. Celle-ci a procédé à l'achat pour son propre compte des devises étrangères représentant le produit de l'emprunt, en augmentant de 75 % son encaisse en devises.

Une somme équivalente en zloty a été mise à la disposition du gouvernement polonais conformément au plan de stabilisation (selon la parité 8,914 zloty au dollar et 43, 38 à la livre).

L'emploi de cette somme sera réglée à la suite d'un accord avec le membre étranger du conseil de la Banque de Pologne, son affectation étant, d'autre part, prévue par le plan de stabilisation.

L'emprunt sera amorti en 40 versements semestriels progressifs, selon les taux suivants par rapport au montant de l'émission :

|                      |         |
|----------------------|---------|
| de 1927 à 1931 ..... | 2 %     |
| de 1931 à 1935 ..... | 2 1/4 % |
| de 1935 à 1939 ..... | 2 1/2 % |
| de 1939 à 1943 ..... | 2 1/4 % |
| de 1943 à 1947 ..... | 3 %     |

L'amortissement se fera par voie de rachat des obligations en bourse pour le cas où le cours des obligations dépasserait 103 %, il sera procédé au rachat au moyen du tirage au cours de 103.

Les obligations amorties et les coupons venus à échéance seront payables soit en dollars, soit en autre monnaie, au taux de dollars 4, 8665 = 1 livre ; 5.183 francs suisses = 1 dollar ; 2.488 florins hollandais = 1 livre ; 3.734 couronnes suédoises = 1 dollar, ou en francs français selon le cours du jour, ou enfin pour la tranche libellée en livres et en dollars, selon le cours de 4, 86 dollars = 1 livre.

Le service de l'intérêt et le paiement des tranches

d'amortissement de l'emprunt sont garantis par le produit des droits de douane qui doit être porté à un compte spécial de la Banque de Pologne et mis à la disposition des agents fiscaux de l'emprunt, notamment de la Bankers Trust Company, et de la Chase National Bank de New-York, ou de leur représentant de Varsovie. Ce représentant sera le membre étranger de la Banque de Pologne pendant la durée de son mandat. A l'expiration de celui-ci, ces fonctions seront exercées par la Banque de Pologne.

Le montant des annuités de l'emprunt forme un ensemble de versements dégressifs variant dans les limites de 11 % à 6 % du montant nominal de l'emprunt.

Par rapport aux recettes des douanes, en prenant pour base les chiffres des trois dernières années, le montant de l'annuité maxima s'élève à 20 % de ces recettes.

Les dépenses résultant du service et de l'amortissement de l'emprunt grèveront le budget des dépenses en 1928 et 1929 dans la proportion de 3 1/2 %, le montant de la dette extérieure du Trésor de l'Etat se trouvera augmenté de 20 %.

L'emprunt sera introduit sur les bourses des pays où il a été émis, et deviendra ainsi un titre international, sa circulation se trouvera facilitée par la clause en vertu de laquelle l'emprunt est payable en cinq unités monétaires stabilisées, et, en ce qui concerne la tranche française en francs or, selon le cours du jour.

La tranche française qui se distingue par un estampillage spécial ainsi que la tranche anglaise libellée en livres sterling ont été nationalisées, c'est-à-dire que leur circulation a été limitée au pays d'émission, les titres de la tranche française pouvant être échangés sur la demande du porteur contre des titres de caractère international.

Voici maintenant comment le plan de stabilisation fixe l'emploi des sommes provenant de l'emprunt : son montant total en zloty étant d'environ 547 millions.

*A.* — 75.000.000 de zloty pour augmentation du capital social de la Banque de Pologne dans les conditions ci-dessus indiquées.

*B.* — 140.000.000 de zloty pour reprise par la banque de la moitié des billets divisionnaires émis par le Trésor et dont le montant, en circulation, au 15 octobre est évalué à 280.000.000.

*C.* — Le gouvernement dépose en outre à la Banque de Pologne 90.000.000 de zloty destinés à la frappe des pièces d'argent de deux et cinq zloty, d'au moins 500/1000 d'argent fin pour un montant total de 140.000.000 de zloty, ce qui permettra de retirer le solde des billets d'Etat en circulation.

Ainsi disparaissent définitivement ces billets d'Etat assez analogues aux Currency Notes Anglais et la Bank Polski prend définitivement la maîtrise de l'émission.

Concurremment à ce retrait le gouvernement s'engage à ne pas émettre de monnaies divisionnaires

au delà du montant de 320.000.000 légalement prévu.

*D.* — 25.000.000 de zloty sont affectés au remboursement de la dette flottante du Trésor évaluée à ce chiffre.

*E.* — 75.000.000 de zloty dénommés « réserve de trésorerie » sont destinés à parer à l'insuffisance éventuelle des ressources budgétaires.

Alors que dans les autres pays de l'Europe centrale ces fonds ont joué un rôle primordial, nous voyons qu'ici ce dépôt est demeuré intact jusqu'à ce jour.

*F.* — 135.000.000 environ sont destinés à assurer le développement économique du pays qui souffre du manque de crédit.

\* \* \*

#### § 4. — Importance économique et politique de l'emprunt.

Si, en comparaison avec les emprunts similaires de stabilisation accordés par l'Amérique à d'autres pays, dans le cours des années dernières, l'emprunt polonais prend un aspect assez avantageux, il n'en est pas moins vrai qu'envisagées en elles-mêmes, ses conditions peuvent paraître assez lourdes.

Pour un versement effectif d'environ 62 millions de dollars, la Pologne devra payer en 20 ans environ 74 millions de dollars, c'est-à-dire qu'elle ne recevra environ que 83 % de la somme qu'il lui faudra rembourser.

Mais, ce n'est pas ainsi qu'il convient d'apprécier les avantages et charges de l'emprunt.

La stabilisation et la dévaluation qu'elle comporte n'étaient pas seulement requises dans l'intérêt du créancier, mais la Pologne elle-même avait tout intérêt à voir sa monnaie soustraite aux risques d'un avenir toujours incertain, fortement stabilisée en quelque sorte sous la garantie internationale, ce qui n'était réalisable qu'au moyen d'un emprunt de cette nature.

Mais il est bien entendu, et il est inutile de l'ajouter qu'un tel emprunt n'a pu être acquis à la Pologne que parce que les conditions économiques s'amélioraient et surtout étaient susceptibles d'une amélioration plus grande encore.

Sans doute, les possibilités qui s'ouvrent à la banque de Pologne d'une extension très considérable de son émission et de son crédit, ne sauraient être exploitées par elle qu'avec beaucoup de circonspection et seulement dans la mesure d'une intensification progressive de la production polonaise.

Le principal avantage de l'emprunt, à part l'avantage de la stabilisation, s'exprime dans les possibilités et perspectives de crédits ultérieurs ouverts sur le marché international, en particulier sur le marché américain, surtout en matière de crédits à long terme.

Par l'effet de cet emprunt, la Pologne se trouve plus étroitement liée aux intérêts du capital international qui est directement intéressé au développe-

ment de sa prospérité économique, voire même de son intégrité politique.

Le même phénomène s'observe en Allemagne, les Etats-Unis sont intéressés à la prospérité de cette dernière Puissance, en raison des énormes capitaux qu'ils y ont engagés.

Sans doute la charge de l'emprunt est lourde pour la Pologne, nous l'avons dit, elle est rendue plus lourde encore par la catastrophe antérieure du zloty, mais le redressement de son crédit dans le monde était d'une telle importance, et si difficilement réalisable d'une autre manière, c'est-à-dire sans le secours de l'emprunt que le prix ne doit pas en paraître trop élevé.

Le succès de l'opération peut avoir une influence marquée sur les relations économiques avec l'Allemagne par l'aboutissement de négociations commerciales de plus en plus nombreuses avec ce pays.

Avant sa conclusion, la presse allemande affichait un grand scepticisme et feignait de croire que tout effort demeurerait stérile sans la participation active de la finance allemande.

Elle accueillit le succès de l'emprunt, auquel la Reichsbank avait pourtant participé, avec une grande surprise, mais il est peu probable cependant qu'une politique de rapprochement de plus en plus continu, puisse être facilement abandonnée.

Le fait de priver, d'autre part, la Pologne des crédits étrangers constituait un obstacle important à la

reconstitution économique de l'Europe. C'était une situation paradoxale que celle d'un pays de 30 millions d'habitants, d'un territoire supérieur de 25 % à celui de l'Italie, sevré et privé de capitaux étrangers, et ne pouvant développer sa vie économique par faute de crédits nécessaires.

Il faut aussi remarquer, outre le bel exemple de solidarité financière, donné par les banques d'émission participant au crédit de réescompte que les Etats-Unis se sont en quelque sorte, et par deux fois, constitués les parrains financiers de la Pologne. C'est un groupe de banques privées américaines qui a tout d'abord fait à ce pays des offres de prêt, c'est aussi la Fédéral Réserve Bank qui a pris l'initiative d'intéresser à l'assainissement financier les banques d'émission européennes.

Pour qui se souvient de la froideur avec laquelle on contemplait autrefois les efforts de la Pologne, une telle intervention est significative, et un tel appui peut permettre de vaincre les difficultés qui pourront encore se présenter dans l'avenir.

Enfin la Pologne est destinée à tirer de l'emprunt de grands avantages économiques. Elle dispose en effet de ce qu'on appelle là-bas, le fonds F soit 135.000.000 de zloty destinés à des prêts au commerce et à l'industrie.

Le rapport de M. Dewey au 31 décembre dernier donne au sujet de l'emploi de cette somme d'intéressantes indications. Un accord est déjà intervenu entre le gouvernement, la banque et le Conseiller en

vue de la constitution d'un comité de trois personnes, dont deux représentant le gouvernement et une la banque : ce Comité étudiera la situation particulière des postulants et fera des recommandations au Ministre des Finances au sujet de la répartition du fonds F rendu disponible, par le Conseiller, par tranches de 25.000.000 de zloty.

Puis le Comité exposera l'emploi exact de chaque tranche au Ministre, à la Banque et au Conseiller et recevra leurs observations avant de passer au placement de la tranche suivante.

Enfin les titres reçus en représentation des avances seront déposés à la Banque, sous un dossier spécial, et il appartiendra à cet établissement d'en effectuer la vente au moment opportun pour pouvoir rembourser le fonds F. Cette manière de faire permettra de mettre progressivement à la disposition du pays de nouveaux capitaux d'exploitation.

Il est un dernier caractère de l'emprunt qu'il paraît utile de souligner avant d'en finir avec ce paragraphe : tout a été dit sur les précautions prises pour sauvegarder la souveraineté nationale. Au lieu de l'autorité presque dictatoriale d'un commissaire de la S. D. N. nous trouvons celle du Conseiller financier. Ainsi compris le système de contrôle de l'exécution de l'emprunt est plus efficace que celui prévu par les anciennes formules tout en demeurant entièrement respectueux du prestige et de la souveraineté de l'Etat.

C'est qu'en effet les emprunts accordés aux autres nations de l'Europe centrale ont été essentiellement des emprunts politiques où les gouvernements fournissaient les fonds sous condition de l'accomplissement de certains actes politiques mais sans recherche de bénéfices pécuniaires.

Ici, au contraire, il s'agit d'une opération financière que les banquiers américains ont à cœur de vouloir fructueuse et voilà pourquoi, outre les raisons de sentiment invoquées déjà, leur contrôle porte sur un terrain nettement différent.

Quoi qu'il en soit, il s'agit toujours de contrôle et par là même, dans une certaine mesure, de dépendance. A une époque où l'économie semble prendre le pas sur la politique on serait presque tenté de préférer le second au premier. Néanmoins, grâce à son travail intensif, grâce à la persévérance dont elle a donné tant de preuves, la Pologne paraît devoir être à même de se libérer dans les délais prévus d'un joug économique qui, malgré sa légèreté, finirait par nuire à la souveraineté nationale.

\* \* \*

### § 5. — Service de l'emprunt.

Les chiffres ci-dessous font apparaître le montant en principal de l'emprunt et le service semestriel et mensuel de la première année calculés en dollars, tels que les indique le conseiller financier :

|                                              |            |
|----------------------------------------------|------------|
| Montant nominal primitif (dollars) .....     | 71.733.000 |
| Premier service semestriel .....             | 3.988.355  |
| Service mensuel .....                        | 664.725    |
| Solde du montant nominal seconde période.... | 70.298.340 |
| Second service semestriel .....              | 3.938.142  |
| Service mensuel .....                        | 656.357    |

Non seulement la République de Pologne engage entièrement son crédit pour le service de l'intérêt et l'amortissement de l'emprunt, mais elle affecte au service de ce dernier tous les revenus et recettes bruts provenant des droits à l'importation et à l'exportation.

Le conseiller étranger représente en Pologne les « Agents Financiers », c'est-à-dire les banquiers prêteurs. Il a établi le mécanisme nécessaire pour que les recettes brutes affectées à l'emprunt fussent déposées à un compte spécial. Il a également fait appliquer une méthode permettant d'enregistrer les recettes brutes de chaque bureau de douane ; il lui appartient, en outre, de prendre toutes dispositions utiles pour effectuer les transferts du service mensuel de l'emprunt, de libérer tous les excédents de recettes provenant des revenus gagés et de les mettre à la disposition du gouvernement polonais.

Suivant les statistiques du ministre des Finances, ces recettes brutes totales, provenant des droits de douane pendant la période de 12 mois allant du 1<sup>er</sup> novembre 1926 au 31 octobre 1927, auraient atteint 287.200.000 zloty.

Les recettes brutes pour novembre 1927 se sont

élevées à 33.900.000 zloty et, pour décembre, à 34.500.000, alors qu'en novembre 1926, elles n'avaient atteint que 12.200.000, et, en 1926, 21.100.000. Cette augmentation de recettes douanières ne résulte pas de variations apportées au taux des droits, mais est plutôt due à un accroissement du pouvoir d'achat du pays, accroissement qui s'est traduit par une tendance constante à l'augmentation des importations pendant les 10 premiers mois.

La mise en œuvre d'un système simple permettant d'enregistrer les recettes brutes des bureaux encaissant des droits de douane présentait quelques difficultés. Le projet suivant a été adopté et mis en œuvre (1).

Il existe, à l'heure actuelle en Pologne, 225 bureaux de perception des droits de douane. Six d'entre eux reçoivent environ 65 % des droits encaissés, les autres se répartissent entre de petites villes et des postes-frontière. Les percepteurs de tous les bureaux ont été invités à déposer leurs recettes brutes à une sous-division ouverte à la succursale locale de la caisse postale d'épargne. Les 6 bureaux principaux effectuent chaque jour le dépôt de leurs recettes, et les bureaux de moindre importance une fois, au moins, tous les 10 jours.

Chaque receveur des douanes envoie tous les 10 jours au représentant des agents financiers un

1. Les renseignements sur cette organisation toute récente sont empruntés au rapport de M. Ch. Dewey.

relevé de ses recettes pendant cette période. La Banque de Pologne adresse chaque jour au conseiller un relevé des recettes totales portées au compte des agents financiers, et un état de tous les retraits autorisés par lui.

Le Ministre des finances lui adresse à son tour, aussitôt que possible, le compte définitif des recettes douanières encaissées le mois précédent.

Ces trois rapports différents doivent fournir un résultat identique et permettre au conseiller de contrôler les paiements et de faire une étude sur la tendance des recettes douanières.

La Banque de Pologne fournit également un rapport quotidien donnant les sommes versées au compte des agents financiers par les bureaux de douane. Lorsque le solde de ce compte s'élève à la somme nécessaire pour satisfaire au service mensuel de l'emprunt, la Banque de Pologne est autorisée à verser au gouvernement, pendant tout le reste du mois, toutes les nouvelles sommes reçues des bureaux de perception.

---

## CHAPITRE III

### L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE ET LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Le plan d'assainissement adopté par le gouvernement polonais reconnaît l'équilibre budgétaire permanent comme une condition essentielle du maintien de la stabilité du change polonais.

Il peut donc être intéressant, après avoir exposé les détails du plan de présenter la physionomie du budget polonais pour l'exercice avril 1927-mars 1928. C'est en effet le premier exercice financier accompli sous le gouvernement du maréchal Pilsudski qui a inscrit l'équilibre budgétaire au premier rang de ses préoccupations.

Dès le deuxième trimestre 1926, l'ensemble des recouvrements du Trésor accuse une plus-value sur les évaluations budgétaires. L'augmentation des recettes a permis à la fin de 1926, non seulement de combler le déficit du premier trimestre 1926, mais de réaliser même un excédent de 53,6 millions de zloty.

Le budget du premier trimestre 1927 prévoyait un total de recettes de 433,3 millions de zloty ; les recettes effectives ont atteint cependant au cours de cette période 604,9 millions de zloty, dépassant ainsi les évaluations budgétaires de plus de 39 %.

Par contre, les dépenses effectives de cette période n'ont été supérieures que de 10 % au total des crédits ouverts.

Le nouvel exercice 1927-1928 (premier avril 1927, 31 mars 1928) a commencé sous des auspices favorables.

Les recettes budgétaires du 1<sup>er</sup> trimestre ont atteint un montant global de 1.201,1 millions de zloty contre 910,5 millions de zloty au cours de la période correspondante de 1926, ce qui fait une augmentation de plus d'un tiers. En comparaison des évaluations budgétaires pour l'exercice entier, les recettes pour les 6 premiers mois ont atteint 60,25 % du total prévu pour l'année.

Les dépenses budgétaires du premier semestre 1927-1928 ont atteint 1.058,8 millions de zloty contre 909,9 millions au cours de la période correspondante de 1926, ce qui présente une augmentation de 1/6.

Le rapport entre les recettes et les dépenses budgétaires du premier semestre 1927-1928 et les évaluations pour l'année entière est illustré par le tableau suivant :

|                      | Recettes effectives<br>et dépenses<br>1 <sup>er</sup> semestre 1927-1928 | Evaluations budgétaires<br>pour l'exercice<br>entier 1927-1928 |
|----------------------|--------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|
|                      | (en millions de zloty)                                                   | (en millions de zloty)                                         |
| Recettes .....       | 1.201,1                                                                  | 1.993,5                                                        |
| Administration ..... | 732,8                                                                    | 1.234,8                                                        |
| Entreprises .....    | 107,8                                                                    | 108                                                            |
| Monopoles.....       | 358,4                                                                    | 650,9                                                          |
| Dépenses .....       | 1.058,8                                                                  | 1.991,2                                                        |
| Administration ..... | 1.053,7                                                                  | 1.976,4                                                        |
| Entreprise.....      | 5,1                                                                      | 14,8                                                           |

Comme on le voit par les chiffres ci-dessus, les recettes effectives du premier semestre de l'exercice 1927-1928 dépassent considérablement la moitié des évaluations pour l'exercice annuel. Elles atteignent une moyenne de 201 millions par mois tandis que les dépenses ne s'élèvent guère au-dessus des chiffres prévus. Ce fait témoigne de la prudente gestion des deniers publics.

Les recettes provenant des contributions publiques et des monopoles ont atteint au cours de cette période 983,1 millions de zloty, en dépassant aussi bien les évaluations budgétaires que les recouvrements effectifs de la période correspondante de 1926.

L'accroissement du recouvrement des contributions publiques provient en premier lieu de l'augmentation du produit des droits de douane qui ont atteint 86,7 % du montant prévu pour l'année entière, phénomène qui témoigne de la reprise économique en Pologne et du développement de ses échanges commerciaux avec l'étranger.

L'accroissement des recettes des contributions indirectes atteste, d'autre part, une amélioration de la situation matérielle des masses de la population. Les recettes de cette source, au cours des 6 premiers mois de l'exercice 1927-1928, accusent 2 % d'augmentation pour l'impôt sur le sucre, autant pour l'impôt sur la bière, et 8 % pour l'impôt sur l'huile minérale, par rapport au total des évaluations.

Par suite de l'amélioration de la situation de la

Trésorerie, les réserves du Trésor ont atteint à la fin du mois d'octobre 344,2 millions de zloty contre 148 millions à la fin de l'exercice précédent.

Il ressort de l'exposé fait par M. Crechowicz, ministre des finances, à la Commission de la Diète le 29 mars dernier, que les recettes pour l'exercice 1928-29 ont fait à leur tour l'objet des mêmes prudentes évaluations. On trouve aux recettes 2.525 millions contre 2.478 aux dépenses, mais l'impôt sur les bénéfices industriels n'est compté que pour 210 millions après en avoir donné 260 pour les 11 premiers mois de 1927-28. De même les recettes douanières sont évaluées à 280 millions mais en ont produit 315 pour les 11 mois de l'exercice précédent.

Ces brillants résultats, sont, en somme, indépendants du concours étranger, et font le plus grand honneur à ceux qui ont eu l'énergie de se plier, pour les obtenir, aux sacrifices nécessaires. La mise en œuvre du programme d'assainissement ne peut, semble-t-il, que les confirmer et permettre sur ce terrain, un optimisme de bon aloi.

---

## CHAPITRE IV

### LES PRINCIPALES BANQUES DE POLOGNE DEPUIS 1926

L'activité des établissements de crédit, leurs interventions dans les diverses entreprises de la nation fournissent également des témoignages assez exacts sur l'état économique d'un pays.

Ce n'est peut-être pas tout à fait vrai en Pologne où l'organisation bancaire laisse beaucoup à désirer. Les Banques d'Etat assez nombreuses, trop peut-être, exercent surtout leur activité dans le sens d'ouvertures de crédit à court ou à long terme. Malgré le manque de capitaux, leurs opérations se sont régulièrement accrues depuis mai 1926.

Quant aux banques privées qui foisonnèrent lors de l'inflation, elles végètent sous le régime de la monnaie stable qui a tari leurs sources de bénéfices. Les capitaux dont elles disposent sont faibles, et leur secours dans la vie économique polonaise est inexistant.

Nous allons, d'un coup d'œil, passer en revue ces deux catégories d'établissements.

### § 1. — Banques d'Etat.

Parmi elles se place au premier rang la banque de l'Economie Nationale.

En dehors des opérations d'escompte se montant à 77 millions de zloty, elle a accordé en 1926, des avances à court terme pour la somme de 275 millions de zloty, et des avances à long terme s'élevant à une somme sensiblement égale.

Les avances à long terme sur hypothèques se sont maintenues presque constamment au même niveau, tandis que celles en espèces sont en augmentation de 26 millions de zloty.

Les avances à court terme ont progressé au cours de l'année de 162 à 274 millions de zloty, soit un progrès de 112 millions.

En même temps, le portefeuille effets s'est accru de 55 à 77 millions de zloty. Ces chiffres sont la preuve la plus éloquente du développement de la vie économique en Pologne.

L'activité de la Banque Agricole d'Etat est relativement restreinte. Les chiffres qui figurent à son bilan du 31 décembre 1926 indiquent les résultats suivants :

|                             |                        |     |
|-----------------------------|------------------------|-----|
| Escompte d'effets .....     | 18,5 millions de zloty |     |
| Avances à court terme ..... | 42,7                   | --- |
| Avances à long terme .....  | 66,1                   | --- |

Conformément à ses statuts le but de cette banque est « de stimuler et d'effectuer le lotissement des

terres, de favoriser la colonisation agraire ainsi que l'irrigation et l'amélioration des cultures et de prêter son appui au développement de l'agriculture, de l'industrie agricole et à la reconstitution de la vie économique dans les campagnes, enfin, d'organiser les crédits agricoles nécessaires aux petites et aux moyennes exploitations. »

La seule comparaison de son bilan avec son programme statutaire prouve que cette banque est encore au début de son développement. Devant la grande importance que présente le problème de la réforme agraire et la question de la production agricole en Pologne, un rapide développement de cette banque est à souhaiter.

D'ailleurs, son activité s'est fortement intensifiée. Le portefeuille effets s'est augmenté de 7,5 à 18,5 millions de zloty. Les avances à court terme sont passées de 32 à 42 millions de zloty, et celles à long terme de 34 à 65 millions de zloty.

Au passif de cette banque, on constate pendant l'année 1926 un accroissement des engagements à court terme de 7,8 à 22,2 millions de zloty, tandis que les chiffres des engagements à long terme se sont élevés de 63 à 67 millions de zloty.

Il nous reste à parler de la Caisse d'Épargne Postale. L'activité de cette caisse s'est considérablement développée en 1926. Les avances à court terme accusent une hausse de 30 à 49 millions de zloty, on constate également une forte augmentation des comptes courants de 52 à 103 millions ainsi qu'un

autre accroissement des dépôts d'épargne de 12 à 25 millions de zloty.

Etant donné que les fonds déposés dans cette institution en comptes courants et en dépôts d'épargne sont remboursables à vue, les réserves en espèces de la caisse doivent être augmentées en conséquence. Ses disponibilités peuvent être estimées à 50 % des fonds payables à vue, dont 40 en espèces déposés, soit dans ses caisses, soit en compte à la Banque de Pologne.

La politique de crédit pratiquée par la Caisse d'Epargne Postale a subi, en 1926, une modification essentielle dans son programme en ce sens que les prêts individuels par elle accordés jusqu'alors sont supprimés et que son activité a été limitée aux subventions de crédit accordées aux caisses communales d'Epargne et aux Sociétés coopératives de crédit.

\* \* \*

## § 2. — Banques privées.

Les banques privées ne remplissent pas en Pologne le rôle qu'elles devraient jouer. A l'époque de l'inflation, leur nombre dépassa considérablement les besoins du pays, le gouvernement n'étant pas assez énergique pour pouvoir remédier à une telle situation.

Ces banques furent l'objet des critiques justifiées du professeur Kemmerer qui, dans son rapport, s'exprime à leur sujet, en ces termes :

« Au cours des quelques années qui suivirent la  
 « guerre, sous la poussée de l'inflation, des centaines  
 « de banques nouvelles furent fondées et des suc-  
 « cursales ou agences ouvertes sans la moindre  
 « restriction. La majorité de ces institutions nou-  
 « velles avait une direction incompétente et un  
 « personnel inexpérimenté. »

L'inflation terminée, on constata que le capital de la majorité des banques était investi dans des immeubles. A l'heure actuelle, la situation de beaucoup d'entre elles est telle qu'elles ne pourraient, dans les conditions économiques présentes, réaliser, en cas de liquidation, des fonds suffisants pour payer en totalité leurs créanciers, même si elles parvenaient à vendre à un bon prix leurs immeubles et leurs actions.

En dehors de quelques banques, financées par des capitaux étrangers, et de quelques autres exclusivement polonaises, la plupart des banques privées se trouve actuellement dans une situation qui exclurait toutes possibilités de liquidation.

Leur personnel consacre la majorité de son temps à gérer les propriétés de la banque et les gages en nantissement des avances accordées. De plus, la situation des banques s'aggrave du fait que leurs immeubles sont pour elles une lourde charge. Ainsi, les fonds restant disponibles pour alimenter les crédits nécessaires à la clientèle sont très restreints.

Dans ces conditions, il est manifeste que la plupart des banques ne font que végéter. Un retrait

inopiné des dépôts en placerait plus d'une dans une situation difficile, leur encaisse est minime et leur portefeuille d'effets à réescompter est très restreint et souvent complètement vide.

Il est, en outre, peu probable, que la plupart d'entre elles puissent, le cas échéant, obtenir directement des banques étrangères d'importantes avances nouvelles.

Il est vrai qu'il existe encore quelques banques bien administrées et prospères, mais l'impression d'ensemble n'est pas réconfortante, et un remède immédiat s'impose. Le public a besoin de banques solides et bien administrées ; c'est au gouvernement qu'il appartient de leur créer des conditions d'existence favorables.

Les méthodes d'intervention consistant en subventions du gouvernement aux banques, sans assainissement préalable, sont d'ailleurs changées aujourd'hui. La politique du gouvernement est orientée nettement vers la réduction du nombre des banques et tend à ne subventionner que celles ayant une base financière entièrement saine.

L'inspectorat des banques a été réorganisé et la loi du 28 décembre 1924 remise en vigueur. Au 1<sup>er</sup> janvier 1927, la liquidation de 12 banques par actions a été ordonnée, de sorte que le nombre total des banques existant actuellement a été réduit à 72.

---

## CHAPITRE V

### POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

#### § 1. — Généralités.

Nous avons à étudier maintenant la situation économique de la Pologne dans le commerce et l'industrie en 1926.

Le commerce de la Pologne s'élevait durant ces dernières années en millions de francs or :

| Années         | Importation | Exportation |
|----------------|-------------|-------------|
| 1924 .....     | 1.478       | 1.266       |
| 1925 .....     | 1.603       | 1.272       |
| 1926 .....     | 896         | 1.306       |
| 1927 (1) ..... | 1.680       | 1.458       |

Il ressort de ces chiffres qu'en 1926 les importations, par suite de la crise du zloty, durent être limitées par les difficultés du paiement et la nécessité de maintenir à son niveau l'unité monétaire.

Mais, dès la première moitié de 1927, on voit nettement que le pays ayant retrouvé son équilibre, les importations ont augmenté très rapidement, la somme d'un seul semestre égale pour les importations celle de l'année entière de 1926. La Pologne constitue un grand marché de consommation pour

1. Traduits en zloty nouveau régime, ces chiffres deviennent 2.896 et 2.515.

les marchandises venant de l'étranger et le commerce extérieur de la Pologne grandit rapidement.

La balance du commerce indique les importations suivantes :

|                                                      |         |
|------------------------------------------------------|---------|
| Matières premières et objets manufacturés textiles.  | 25-30 % |
| Articles alimentaires et boissons .....              | 15 %    |
| Objets manufacturés de l'industrie métallurgique ... | 15 %    |
| Matières premières et produits semi-ouvrés miniers.  | 5 %     |

Le chiffre indique la proportion moyenne des importations totales.

Exceptionnellement, en 1925 et 1927, par suite des mauvaises récoltes précédentes de 1924 et 1926, les importations de produits alimentaires augmentent sensiblement surtout pour le blé et la farine.

Pour l'exportation, la part de chaque groupe de marchandises est ainsi constituée :

|                                                      |      |
|------------------------------------------------------|------|
| Articles alimentaires ..                             | 25 % |
| Matières premières et objets semi-ouvrés miniers...  | 25 % |
| Matières premières et objets semi-ouvrés en bois.... | 15 % |
| Produits finis de l'industrie textile.....           | 5 %  |
| Produits finis de l'industrie métallurgique .....    | 5 %  |
| Animaux vivants.....                                 | 5 %  |

La participation des différents états au mouvement commercial de la Pologne s'ordonnait ainsi (en pourcentage de la valeur du commerce extérieur total) :

| Etats                 | en 1925 | en 1926 |
|-----------------------|---------|---------|
| Angleterre.....       | 7,9     | 14,4    |
| Autriche .....        | 10,9    | 8,9     |
| Belgique .....        | 1,8     | 2,2     |
| Tchécoslovaquie ..... | 7,9     | 7,3     |
| Danemark.....         | 1,6     | 3,0     |
| France .....          | 4,0     | 5,2     |

| Etats                 | en 1925 | en 1926 |
|-----------------------|---------|---------|
| Hollande .....        | 2,3     | 3,7     |
| Indes Anglaises ..... | 1,2     | 1,4     |
| Lettonie .....        | 1,8     | 1,6     |
| Allemagne.....        | 35,8    | 24,6    |
| Russie .....          | 1,5     | 1,5     |
| Roumanie .....        | 3,0     | 2,3     |
| Etats-Unis .....      | 8,0     | 7,5     |
| Suisse .....          | 1,1     | 1,5     |
| Suède .....           | 0,9     | 3,9     |
| Hongrie .....         | 2,3     | 1,5     |
| Italie .....          | 2,6     | 3,1     |
| Autres Etats .....    | 5,7     | 6,4     |
| Total .....           | 100,0   | 100,0   |

Par sa position géographique, la Pologne touche à l'Ouest à des pays hautement industriels et à l'Est, à des pays où l'industrie est très peu développée : elle se trouve donc au centre du mouvement commercial, et dans des conditions extrêmement favorables.

A l'Ouest, la Pologne peut exporter les produits de l'industrie et les matières premières en procurant les produits agricoles et alimentaires ainsi que le bois et le charbon.

Elle peut importer de l'Est et du Sud les matières premières dont elle a besoin en échange des produits de son industrie métallurgique et textile.

Voyons maintenant comment le pays s'est comporté depuis 1926 sur les divers terrains agricoles, industriels, commerciaux, où s'exerce l'activité économique.

\* \* \*

## § 2. — Production agricole.

La campagne 1925-1926 ne fut pas très favorable à l'agriculture. Contrairement aux estimations optimistes formées au début de l'année, il apparut, après les moissons, que la récolte était très moyenne. Toutefois, malgré ces circonstances défavorables, la situation de l'agriculture s'est améliorée en cette même année 1926.

Le rendement moyen pendant ces derniers temps, est revenu entièrement au niveau d'avant-guerre, et même l'a dépassé, non seulement en 1924-1925, qui fut une année exceptionnelle, mais aussi en 1926. Il va de soi qu'en 1924, année où la récolte fut désastreuse, le rendement fut particulièrement faible.

D'un autre côté, le sol polonais s'est remis assez rapidement des dévastations de la guerre.

L'étendue des terres restées en friche par suite de ces ravages atteignait en 1918 le chiffre énorme de 4.646.000 hectares ; il alla en diminuant au cours des années suivantes, et, en 1926, il n'était plus que de 60.000 hectares.

La réforme agraire, bien que ralentie dans son exécution, a réduit le nombre des grandes propriétés en augmentant celui des petites exploitations.

37 % des exploitations appartiennent aujourd'hui aux petits cultivateurs, 20 % exploitent des domaines de plus de 10 hectares, et 47 % des domaines d'une moindre étendue.

Ce régime de propriété agricole est, d'autre part, en relation intime avec la question du chômage. Le nombre des chômeurs dans les campagnes est particulièrement élevé, et leur flot ne peut trouver un écoulement suffisant dans les villes où l'industrie ne se développe que très lentement, il ne le trouve pas non plus dans l'émigration, qui est elle-même restreinte par une réglementation de plus en plus rigoureuse ; aussi, cherche-t on le remède dans le développement de l'élevage qui permettrait d'occuper le maximum de « sans travail ».

L'exportation des produits de l'élevage s'accroît en effet très rapidement et dépasse même en valeur l'exportation des produits des céréales.

L'élevage des porcs est le plus conséquent : en 1926, il atteint 3 millions et demi de têtes.

L'élevage des bêtes à cornes atteint près de 9 millions de têtes ; celui des chevaux : 4 millions.

L'année 1927, dont les résultats généraux sont maintenant connus, a accusé, pour les principales récoltes, un rendement supérieur de 10 % environ à celui de l'année précédente. Ce résultat semble dû à la fois à un meilleur emploi des engrais, et à un léger accroissement de la surface cultivée. Les terres en friche, que nous indiquons plus haut, comme réduite à 60.000 hectares en 1925 — le dernier chiffre que nous ayons connu — ont encore diminué d'étendue. Il semble bien maintenant, que la Pologne ne puisse plus guère accroître la surface cultivable sans sacrifier des forêts dont elle tire

grand profit, ou sans assécher des terrains marécageux : travaux considérables pour lesquels le manque de capitaux se fait malheureusement sentir. D'ailleurs, et M. Charles Dewey le constate dans le premier rapport trimestriel qu'il vient de publier, l'agriculture polonaise est parvenue désormais à un niveau sensiblement égal à celui d'avant-guerre.

Ce dont l'agriculture polonaise paraît avoir présentement le plus besoin, c'est d'une bonne organisation d'entrepôts de grains d'ailleurs presque entièrement à créer. On a dû, en effet, en 1926, à la suite d'une excellente récolte, exporter précipitamment de grandes quantités de grains, dont il a fallu, par la suite, réimporter l'équivalent. Ce mouvement de va et vient est à la fois onéreux et nuisible : c'est à cela que l'on doit en grande partie la différence entre la balance commerciale de 1926 et celle de 1927. Dans le premier cas, en effet, l'excédent est de 79 millions de dollars et dans l'autre, le déficit atteint 43 millions de dollars. On pourrait donc concevoir un système analogue à celui des « élévators » américains où le cultivateur apporterait son grain et sur lequel pourraient lui être consentis des prêts en attendant la vente à un moment favorable.

**Produits des récoltes depuis 1925 comparés à celle  
de 1909-1913 en milliers de quintaux (1)**

| RÉCOLTE                      | Froment | Seigle | Orge   | Avoine | Pommes<br>de terre | Betteraves<br>à sucre |
|------------------------------|---------|--------|--------|--------|--------------------|-----------------------|
| 1909-1913 .....<br>(moyenne) | 16.783  | 57.112 | 14.890 | 28.143 | 247.899            | 41.133                |
| 1922-1924 .....<br>(moyenne) | 12.508  | 52.450 | 14.798 | 29.707 | 281.751            | 33.264                |
| 1925 .....                   | 15.762  | 65.345 | 16.773 | 33.116 | 291.061            | 36.872                |
| 1926 .....                   | 12.813  | 50.114 | 15.546 | 30.498 | 248.786            | 37.24                 |
| 1927 .....                   | 14.759  | 56.884 | 16.343 | 33.900 | »                  | »                     |

\* \* \*

### § 3. — Production industrielle.

Cette production reste à l'abri des fluctuations météorologiques, ne dépendant que des facteurs économiques, elle marque en 1926 un progrès notable.

La grève charbonnière en Angleterre fut pour la Pologne un événement favorable grâce auquel l'extraction moyenne de la houille atteignit le chiffre important de 2,980 mille tonnes, excédant de 557 mille tonnes la moyenne mensuelle qui se montait pour 1925 à 2.423.000.

Les quantités de charbon extraites en 1926, par rapport aux années précédentes, se présentent comme suit :

1. Ce tableau a été présenté aux actionnaires de la Banque de Pologne à l'Assemblée du 10 février 1928.

|                 |        |                    |
|-----------------|--------|--------------------|
| Année 1924..... | 32.225 | milliers de tonnes |
| Année 1925..... | 29.081 | —                  |
| Année 1926..... | 35.766 | —                  |

La diminution de l'extraction en 1925 est due à la guerre douanière que la Pologne a subie lorsque l'Allemagne lui ferma l'accès de son marché qui est le débouché naturel du bassin charbonnier de Haute Silésie.

Conformément au Mémoire de la Commission Consultative placée auprès du Président du Conseil économique, la Pologne était assurée de pouvoir exporter les quantités de charbon suivantes à destination de :

|                                    |        |                    |
|------------------------------------|--------|--------------------|
| Autriche, Hongrie, Tchécoslovaquie | 4.200  | milliers de tonnes |
| Pays Baltiques (sans la Russie) .. | 4.200  | —                  |
| Russie .....                       | 1.200  | —                  |
| Yougoslavie, Suisse et Roumanie    | 400    | —                  |
| Italie .....                       | 900    | —                  |
| Gdansk et charbon de soute .....   | 700    | —                  |
| Autres pays .....                  | 500    | —                  |
| Total .....                        | 12.100 | milliers de tonnes |

La production du minerai de fer en 1926 par rapport à 1925 et à l'époque antérieure à l'année 1924 marque un progrès considérable.

Les quantités de minerai de fer extraites pendant les années 1924 à 1926 ont été les suivantes :

|                 |     |                    |
|-----------------|-----|--------------------|
| Année 1924..... | 288 | milliers de tonnes |
| Année 1925..... | 212 | —                  |
| Année 1926..... | 314 | —                  |

Les quantités de minerai de zinc et de plomb mises en œuvre au cours de la période 1924 à 1926 aug-

mentent constamment et accusent les chiffres suivants :

|                 |                        |
|-----------------|------------------------|
| Année 1924..... | 318 millions de tonnes |
| Année 1925..... | 395 —                  |
| Année 1926..... | 421 —                  |

Les quantités de pétrole brut extraites pendant les années 1924 à 1926 se répartissent ainsi :

|                 |                        |
|-----------------|------------------------|
| Année 1924..... | 771 millions de tonnes |
| Année 1925..... | 811 —                  |
| Année 1926..... | 796 —                  |

Pour les quantités de sel, nous avons :

|                 |                        |
|-----------------|------------------------|
| Année 1924..... | 370 millions de tonnes |
| Année 1925..... | 425 —                  |
| Année 1926..... | 445 —                  |

Quantité de sel de potasse produite pendant les années 1924 à 1926 :

|                 |                       |
|-----------------|-----------------------|
| Année 1924..... | 81 millions de tonnes |
| Année 1925..... | 179 —                 |
| Année 1926..... | 208 —                 |

La production de la fonte se montait :

|                 |                        |
|-----------------|------------------------|
| En 1924 à ..... | 336 millions de tonnes |
| En 1925 à ..... | 315 —                  |
| En 1926 à ..... | 327 —                  |

La production de l'acier indique un accroissement constant qui se démontre de la façon suivante :

|                 |                        |
|-----------------|------------------------|
| Année 1924..... | 678 millions de tonnes |
| Année 1925..... | 782 —                  |
| Année 1926..... | 789 —                  |

La production du zinc brut accuse une augmentation assez sensible s'exprimant par les chiffres suivants :

|                 |     |                    |
|-----------------|-----|--------------------|
| Année 1924..... | 93  | milliers de tonnes |
| Année 1925..... | 114 | —                  |
| Année 1926..... | 124 | —                  |

Le nombre des ouvriers occupés dans les grandes manufactures a augmenté de 343 mille en janvier, à 397 mille en décembre 1926, soit de 84 mille ouvriers.

Celui des ouvriers occupés dans les mines, dans la métallurgie et les industries diverses a augmenté au cours de l'année 1926 de 527 mille en janvier à 660 mille en décembre.

Les statistiques concernant le nombre moyen des journées de travail par ouvrier, confirment aussi l'augmentation générale de la production dans l'ensemble des industries de transformation. Il en résulte que le nombre moyen des journées de travail par semaine en 1926 dépasse le nombre correspondant dans les années antérieures, il monta de 5,34 en 1924 à 5,63 en 1925 et à 5,74 en 1926.

Dans l'industrie des produits chimiques, le nombre moyen des jours de travail par semaine dépasse 6 journées, en outre, la moyenne pour 1926 est la plus élevée.

Une augmentation très notable de la moyenne annuelle des jours de travail par semaine et par

ouvrier, est aussi constatée dans les industries textiles où cette moyenne monta de 4,36 en 1924 à 5,05 en 1925 et à 5,34 en 1926.

Ce qui peut donner une idée assez exacte de la vie commerciale et industrielle d'un pays consiste dans la statistique des faillites prononcées dans ce pays pendant une période déterminée.

Voici cette statistique en Pologne pour les derniers trimestres 1924 et les années 1925 et 1926 :

|            |                           |       |     |
|------------|---------------------------|-------|-----|
| Année 1924 | 3 <sup>e</sup> trimestre  | ..... | 20  |
| — —        | 4 <sup>e</sup> —          | ..... | 54  |
| Année 1925 | 1 <sup>er</sup> trimestre | ..... | 117 |
| — —        | 2 <sup>e</sup> —          | ..... | 97  |
| — —        | 3 <sup>e</sup> —          | ..... | 128 |
| — —        | 4 <sup>e</sup> —          | ..... | 177 |
| Année 1926 | 1 <sup>er</sup> trimestre | ..... | 119 |
| — —        | 2 <sup>e</sup> —          | ..... | 83  |
| — —        | 3 <sup>e</sup> —          | ..... | 53  |
| — —        | 4 <sup>e</sup> —          | ..... | 40  |

Le nombre des faillites des entreprises industrielles en 1926 est relativement faible, les chiffres indiquant les faillites des entreprises commerciales surtout ceux afférents à la fin de l'année 1925 et au début de 1926, sont, par rapport au nombre des faillites des industries, beaucoup plus importants. Au cours de l'année 1926, le nombre des faillites a diminué, ce qui prouve que la vie économique s'est ranimée et qu'elle est en voie de développement.

Nous ne disposons pas, pour l'année 1927, d'une documentation aussi importante, mais nous savons

néanmoins que le mouvement commencé s'est largement développé. On le voit, en particulier, par le nombre des wagons chargés sur toutes les voies ferrées. Ce nombre paraît en effet comme le meilleur indice du volume de la production pour l'ensemble de l'industrie polonaise. Or, il se révèle supérieur à tous ceux des années précédentes. Il faut remarquer d'ailleurs que cet accroissement porte plutôt sur les wagons chargés à destination du commerce intérieur. Leur nombre dépasse de 25 % les chiffres correspondants de 1926.

La production de houille a été, en 1927, sensiblement égale à celle de toutes les années précédentes; et ce, malgré la diminution des exportations de charbon : la grève des mineurs anglais n'agissait plus, en effet, comme stimulant à l'égard de cette branche de l'industrie.

De 1924 à 1926, le marché métallurgique avait traversé une période de dépression extrême. Il semble s'en remettre rapidement, et, pour les onze premiers mois de l'année 1927, il a été produit 95 % de plus de fonte et 59 % d'acier. Quant au zinc, dont la Pologne, est, on le sait, grande productrice, son extraction atteint presque le niveau d'avant-guerre.

On trouvera ci-dessous, comme résumé de ce qui vient d'être dit, un état de la main-d'œuvre et de la production minière et métallurgique de juin à novembre 1927 (on notera la constante diminution du nombre de chômeurs) :

|                | JUN     |         | JUILLET |         | AOÛT    |         |
|----------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
|                | 1926    | 1927    | 1926    | 1927    | 1926    | 1927    |
| Chômeurs ...   | 304.113 | 190.546 | 264.737 | 173.445 | 244.522 | 156.701 |
| Charbon (1) .. | 2.660   | 2.772   | 3.481   | 3.085   | 3.688   | 3.207   |
| Acier (1) .... | 57,7    | 102,9   | 69,9    | 111,5   | 75,7    | 115     |
| Zinc (1) ...   | 9,9     | 12,7    | 10,4    | 12,8    | 10,5    | 12,9    |

|                | SEPTEMBRE |         | OCTOBRE |         | NOVEMBRE |         |
|----------------|-----------|---------|---------|---------|----------|---------|
|                | 1926      | 1927    | 1926    | 1927    | 1926     | 1927    |
| Chômeurs ...   | 213.690   | 140.491 | 167.826 | 117.021 | 168.008  | 132.687 |
| Charbon (1) .. | 3.529     | 3.260   | 3.530   | 3.417   | 3.704    | 3.436   |
| Acier (1) .... | 76,1      | 110,7   | 81,9    | 106,3   | 93,7     | 106,2   |
| Zinc (1) ...   | 10,1      | 12,9    | 11      | 13,2    | 11,1     | 12,8    |

\* \* \*

## § 4. — Commerce extérieur.

Avant d'examiner les résultats du commerce extérieur en 1926, nous devons signaler d'abord ce fait : à savoir, que la balance commerciale favorable de 410 millions de franc-ors a donné une plus-value qui a permis de compenser les pertes subies pendant les deux années précédentes.

Les exportations au cours des années 1925 et 1926 ont peu varié, la valeur totale des exportations en 1925 par rapport à 1924 s'est accrue de 1 % à peine, tandis qu'en 1926 elle a augmenté de 3 %.

1. En millions de tonnes.

Dans les importations, par contre, nous observons des divergences assez grandes, et notamment que les importations de 1925 par rapport à 1924 se sont accrues de 8 %, tandis qu'en 1926 elles ont diminué de 39 % par rapport à 1924, et de 44 % par rapport à 1925. Voici d'ailleurs le relevé du commerce polonais pendant les années 1924-1925-1926 en millions de francs or).

## IMPORTATIONS.

|                 | I     | II    | III   | IV    |
|-----------------|-------|-------|-------|-------|
|                 | —     | —     | —     | —     |
| Année 1924..... | 311,3 | 401,5 | 290,9 | 474,7 |
| — 1925.....     | 510,0 | 538,5 | 364,3 | 190,3 |
| — 1926.....     | 168,3 | 183,6 | 243,3 | 301,0 |

## EXPORTATIONS.

|                 | I     | II    | III   | IV    |
|-----------------|-------|-------|-------|-------|
|                 | —     | —     | —     | —     |
| Année 1924..... | 322,5 | 335,9 | 239,8 | 367,6 |
| — 1925.....     | 331,0 | 299,1 | 285,7 | 356,2 |
| — 1926.....     | 288,2 | 286,3 | 363,1 | 368,5 |

Quant au commerce extérieur en 1927, il nous montre un grand accroissement des échanges. L'augmentation des exportations atteint 13 %, mais les importations, de leur côté, longtemps entravées en 1926 par la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie et différentes mesures douanières, ont plus que doublé en comparaison de celles de 1926. On sait déjà que, depuis le mois de mars 1927, la balance commerciale a été constamment défavorable, et qu'il faut en voir l'une des causes dans le néfaste

mouvement de va-et-vient des grains signalé plus haut.

Le premier rapport trimestriel publié par M. Dewey, en date du 31 décembre dernier, commente cette situation qui, dit-il, « ne paraît pas entièrement satisfaisante du point de vue des paiements internationaux ». Mais il ajoute « qu'on n'éprouve à l'heure actuelle aucune inquiétude de ce chef du fait qu'une grande partie de l'augmentation des importations résulte de l'achat de marchandises productives. C'est, en outre, l'indice du relèvement du pouvoir d'achat de la population. L'excédent croissant des importations sur les exportations en 1927, considéré concurremment avec l'accroissement de la production nationale destinée aux marchés intérieurs, indique une augmentation de la consommation *per capita* du pays, et peut être envisagé comme l'indice d'une prospérité croissante. »

\* \* \*

#### § 5. — Crédits à court terme.

La rapidité avec laquelle la Pologne a comblé ses pertes en capital a exercé une influence très forte sur son organisation bancaire, et a été la cause, du reste, de la naissance de certains instituts bancaires par l'entremise desquels le gouvernement s'efforça de pallier au resserrement du marché des capitaux et par là de contribuer à la reconstitution économique.

Dès le mois de mai 1924, le gouvernement mit

sur pied la banque de l'Economie Nationale connue sous le nom de Bank Gospodarstwa Krajowego.

En vertu de ses statuts cet établissement est autorisé à accorder des prêts à long terme en émettant des obligations hypothécaires, des obligations municipales et des chemins de fer, et pour les besoins industriels, des obligations bancaires, et à favoriser la reconstruction des régions dévastées et à s'adonner en un mot à toutes les opérations bancaires en tenant compte particulièrement des besoins de l'Etat, de ses entreprises, et des établissements autonomes.

Les statuts définissent en outre les opérations de la banque en énumérant celles qu'elle est autorisée à faire :

- a)* Prêts à long terme ;
- b)* Prêts de construction pour les besoins de la restauration ;
- c)* Prêts aux instituts d'épargne d'établissements autonomes ;
- d)* Toutes opérations bancaires.

A la même époque, mai 1924, la banque agraire fut réorganisée par décret du Président de la République sous le nom de Panstwowy Bank Rolny. Ce décret édictait que les statuts régissant ladite banque seraient établis d'accord avec le Ministre des Finances et celui de l'agriculture. Le but de cette banque est de favoriser le morcellement des terres, le développement de l'agriculture et de collaborer à l'organisation du crédit agricole.

Sous l'empire des nécessités économiques, cet

établissement élargit quelque peu le rayon de ses opérations et accorda des crédits à court terme sur des fonds fournis par l'Etat.

Il en résulta que les opérations de la banque agraire et celles de la banque de l'Economie dont nous avons parlé, s'étendirent et se confondirent un peu trop, de sorte qu'à l'heure actuelle les dirigeants de cet établissement s'efforcent par un accord réciproque de délimiter les opérations de chaque établissement.

Pendant la période d'inflation, les banques par actions ne furent pas à même de répondre convenablement aux besoins de crédits à court terme du pays, et dans ces conditions la banque de l'économie nationale dut traiter directement avec les maisons de commerce. Signalons en passant qu'en agissant ainsi, elle outrepassait ses devoirs, une institution d'Etat n'ayant pas le droit de concurrencer dans les affaires des banques appartenant à des particuliers.

Quoi qu'il en soit, pendant la période où la reconstruction fut plus active, les banques privées en collaboration avec les banques d'état, consentirent des avances mais durent, à cet effet, accepter comme garantie la seule qui pouvait leur être donnée, à savoir une participation à l'entreprise elle-même.

Dans ces conditions, et vu l'effondrement du zloty en 1925, ces garanties se transformèrent en actif immobilier.

Tandis que les dépôts se sont remis ces temps

derniers à augmenter rapidement, les banques d'affaires, par suite de l'immobilisation dont nous parlons, continuent à manquer des disponibilités susceptibles de leur permettre de répondre convenablement à la demande croissante des crédits à court terme.

A l'heure actuelle, le taux d'escompte de ces crédits est de 12 %, et si ce taux attire des dépôts étrangers dans le pays, il ne les attire pas cependant en quantité suffisante pour satisfaire aux demandes courantes.

Chose assez paradoxale, malgré les besoins de crédit considérables, la Banque de Pologne n'est pas à même d'utiliser tous les capitaux qui sont à sa disposition. Cette situation s'explique par le fait que la banque, institut d'émission, a besoin d'une grande liquidité pour ses actifs, et ne peut prêter pour plus de 3 mois alors que les coutumes commerciales et les conditions des affaires sont telles qu'il est surtout demandé des crédits à échéances plus longues.

Aujourd'hui, en Pologne, ni l'industrie ni l'agriculture ne règlent leurs affaires de manière à permettre à leurs papiers de commerce d'être réescomptés par la banque de Pologne conformément à ses statuts, et le taux de réescompte de 8 % de la banque ne contribue pas efficacement à réduire le niveau général des taux d'intérêt.

La demande de crédits à court terme n'est donc pas toujours satisfaite et l'incapacité par la banque de prendre une place importante dans l'octroi de

ces crédits apparaît par la considération suivante :

Au 30 juillet 1924, le total du crédit à court terme était de 694.400.000 zl. alors que le portefeuille de la banque n'était que de 288.900.000 zl.

Au 31 décembre 1927, nous avons un total du crédit à court terme de 1.829.000.000 tandis que le portefeuille de la banque n'est que de 427.000.000.

L'escompte et les avances supportent actuellement le taux légal maximum de 12 %, mais le petit négociant qui n'a pas de crédit en banque se trouve dans une situation plus difficile encore. Son financement est assuré par le négociant en gros, son fournisseur.

Cette sorte de dette porte un intérêt variant de 1 1/2 à 3 % par mois, suivant les différentes régions polonaises. Le détaillant s'efforce naturellement de faire supporter ces pertes par l'acheteur, les prix se trouvent ainsi maintenus à un niveau très élevé, ce qui constitue une entrave sérieuse pour le commerce et l'industrie.

On trouvera ci-dessous, en millions de zloty : l'état des crédits à court terme du 30 juin 1925 au 30 septembre 1926, on verra que malgré les difficultés indiquées plus haut, ils marquent néanmoins un certain progrès :

|                                         | 30 juin<br>1925 | 31 décembre<br>1925 | 30 juin<br>1926 | 30 septemb.<br>1926 |
|-----------------------------------------|-----------------|---------------------|-----------------|---------------------|
| Banque de Pologne .....                 | 334,9           | 325,8               | 331,2           | 343,6               |
| Banques du pays (87) .....              | 400,2           | 326,1               | 361,7           | 392,8               |
| Succursales de Banques étrangères ..... | 37,7            | 45                  | 53 1            | 52,2                |

|                                           | 30 juin<br>1925 | 31 décembre<br>1925 | 30 juin<br>1926 | 30 septemb<br>1926 |
|-------------------------------------------|-----------------|---------------------|-----------------|--------------------|
| Banques de l'Etat et des                  |                 |                     |                 |                    |
| Communes .....                            | 231,6           | 312                 | 374,7           | 428,6              |
| Banque d'Economie nationale               | 139,1           | 227,6               | 257,5           | 238,5              |
| Banque d'Epargne des postes               | 35,8            | 26,6                | 23,7            | 24,5               |
| Banques Communales .....                  | 6,9             | 5                   | 9,8             | 11,6               |
| Banque d'agriculture de l'E-<br>tat ..... | 50,8            | 52,8                | 83,7            | 104                |

\* \* \*

### § 6. — Crédits à long terme.

En dehors des crédits à court terme, se placent ceux à long terme pour favoriser l'exportation.

Il est certain que les crédits bancaires de 1 à 3 mois ne peuvent en certains cas être suffisants pour laisser aux exportateurs le temps d'écouler les marchandises, d'en toucher le prix et de se mettre en mesure de faire face à leurs engagements. Toutefois, il est juste de reconnaître qu'un crédit plus long ne va pas sans inconvénients graves ni sans difficultés sérieuses. Le débiteur qui a bénéficié d'un délai anormal peut devenir insolvable entre l'époque de la conclusion du marché et celle du paiement, cette perspective seule peut mettre une entrave sérieuse au développement de l'exportation, et des crédits à long terme ne peuvent être accordés qu'avec de sérieuses garanties.

L'Amérique avait cru trouver ces garanties dans un consortium de banques tel que l'avait organisé

L'Edge Law, mais ce système, assez ingénieux d'ailleurs, mettait en jeu trop de responsabilités et a dû être à peu près complètement abandonné.

L'Autriche a inauguré un système plus nouveau de crédits à long terme pour faciliter l'exportation.

Une ordonnance du Ministère de la justice du 16 juillet 1920 donne en effet la faculté à un propriétaire ou fournisseur d'une matière importée en Autriche de s'en réserver la propriété moyennant l'inscription sur un registre spécial.

Cette ordonnance dont la durée devait prendre fin le 31 décembre 1925 a été prorogée jusqu'au 31 décembre 1928.

Elle ne visait que les contrats passés entre le fournisseur étranger d'une matière première et le transformateur autrichien. L'application de ce régime a fait ressortir par la suite la nécessité de permettre non seulement aux fournisseurs, mais aussi aux bailleurs de fonds étrangers de maintenir leur droit par l'enregistrement du contrat conclu avec le transformateur. L'ordonnance a été en conséquence complétée en ce sens par un décret publié le 11 août 1921.

Quelque défectueuses que soient les dispositions de cette ordonnance, à certains points de vue, le registre tenu par la Chambre de Commerce de Vienne accuse un nombre croissant d'inscriptions.

Le nombre de ces inscriptions a été :

|            |    |
|------------|----|
| 1920 ..... | 4  |
| 1921 ..... | 22 |
| 1922 ..... | 46 |

|                |            |
|----------------|------------|
| 1923 .....     | 44         |
| 1924 .....     | 92         |
| 1925 .....     | 128        |
| 1926 .....     | 189        |
| Au total ..... | <u>525</u> |

Aucune technique de ce genre n'existe encore en Pologne.

Outre qu'un tel procédé qui sort du cadre de notre travail porte en lui-même certains inconvénients, la Pologne qui ne se trouve qu'au début d'une nouvelle vie financière et économique ne peut évidemment pas envisager des moyens aussi complexes. Il est juste cependant d'ajouter que le système autrichien se perfectionne de jour en jour, ce que démontre d'ailleurs le total croissant des inscriptions prises, et il pourrait, dans une certaine mesure, être utile à la Pologne de profiter de l'exemple de ses voisins.

On ne peut juger de la situation économique d'un pays sans parler du problème des prix. Les chiffres qu'on va lire décèlent une tendance générale à la hausse : c'est une des préoccupations actuelles du gouvernement et on devait la mentionner pour donner une vue exacte de l'état de la Pologne actuelle.

\* \* \*

### § 7. — Le problème des prix.

L'indice nominal des prix de gros calculé sur la base des prix en 1914 = 100, était : en janvier 1925,

119,5; en juillet, 119,6; en janvier 1926, 142,0; en mai, 181,2 et en décembre, 176,9.

L'indice nominal des prix de détail calculé sur la même base, donnait aux mêmes époques, savoir : janvier 1925, 176,7; juillet 1925, 173,3; janvier 1926, 215,7; mai, 246,6 et décembre 254,4.

Le coût total de la vie donnait comme indice nominal calculé sur la base des prix en 1914 = 100, savoir : en janvier 1925, 144,6; en juillet, 145,6; en janvier 1926, 170,0; en mai, 183,2; et en décembre 196,9.

Examinant l'indice or calculé sur cette même base, nous trouvons que l'indice des prix de gros est le suivant : en janvier 1925, 119,5; en juillet, 119,6; en janvier 1926, 100,9; en mai, 85,4 et en décembre, 101,8.

L'indice or des prix de détail est le suivant; janvier 1925, 176,7; juillet, 173,3; janvier 1926, 153,2; mai, 116,2 et décembre 146,5.

Le même indice or pour le coût total de la vie donne en janvier 1925, 144,6; en juillet, 145,6; en janvier 1926, 120,7; en mai, 86,3 et en décembre, 113,4.

On peut remarquer que le mouvement des prix, sauf quelques fluctuations insignifiantes, accuse une progression constante à la fin de l'année 1926. Ceci concerne particulièrement le coût de la vie dont l'indice en cloth papier, ainsi que nous venons de le voir, atteignait en décembre 196,9 contre 113,4 seulement pour l'indice or.

L'indice des prix de gros augmente relativement peu jusqu'à la fin de décembre, il atteignait alors 176,9 tandis que l'indice or s'élevait à 101,8.

L'indice des prix réels n'a pas atteint jusqu'à la fin de décembre le niveau de juillet 1925, c'est-à-dire celui de l'époque précédant la chute du zloty, au contraire, il s'en est écarté sensiblement, et cela prouve que la prime à l'exportation n'a pas cessé d'exister, et que, de plus, ce qui n'est pas moins important pour la Pologne, il n'y a pas eu de prime à l'importation.

D'autre part, étant donné l'augmentation des indices afférents à la période de stabilisation du zloty à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1926, nous devons reconnaître que cette évolution a réduit le pouvoir d'achat du zloty à l'intérieur du pays.

Cette réduction est compréhensible, elle est même inévitable puisque, par l'effet même de la stabilisation du cours du zloty, les prix intérieurs et extérieurs tendent à se niveler. Il faut toutefois remarquer que l'indice des prix de gros pendant les deux derniers mois de l'année accusait une légère tendance à la hausse, tandis que le coût de l'alimentation a légèrement fléchi à la fin de décembre.

En janvier, un nivellement approximatif des prix de gros, par rapport à ceux de juillet précédent, 1925, se produisit un peu partout : en Pologne, en Autriche et en Allemagne. L'indice en Pologne s'éleva à 84, en Autriche et Allemagne à 89, en

Angleterre à 94, en Tchécoslovaquie, il atteignit 96. A la moitié de 1926, et dans tous les pays que nous venons de nommer, se produisit une baisse des prix, mais elle fut en Pologne plus rapide que partout ailleurs et nous pouvons constater qu'en mai 1926 ces prix fléchissaient jusqu'à 71. En Allemagne et en Angleterre, ils se maintenaient à 91, et à 93 en Tchécoslovaquie.

En comparant les mercuriales des différentes denrées durant les années 1924-1925 et 1926, on remarque qu'il existe un écart sensible entre les prix de gros et les prix de détail. C'est ainsi qu'en 1914 la farine de froment valait les 100 K. en gros, 35,2 — au détail : 37 — ce même produit et cette même qualité valait en 1925 : en gros 71,50 et en détail 96. Le charbon valait à la tonne en 1914 : en gros 19,80, au détail 39. En 1926, la tonne valait 30,75 et au détail 63 (1).

En analysant l'écart entre les prix de gros et de détail des produits agricoles, il faut se rappeler que les prix de gros des produits ne comprennent pas les frais de courtage dont le montant est généralement assez élevé surtout lorsqu'il s'agit d'achat de céréales.

Il est évident que l'organisation du courtage reste encore aujourd'hui le principal problème à résoudre dans la question des prix. Sans doute, l'état déplorable de cette organisation s'explique jusqu'à un

1. En francs-or.

certain point par le manque de capitaux et par la cherté des crédits qui en est la conséquence. Dans tous les cas, c'est un domaine dans lequel il reste beaucoup à faire.

La différence entre les prix des matières premières et les prix des produits finis forme également une partie de la question des prix. C'est ainsi que pour prendre comme exemple un seul produit la chaussure, on constate un écart considérable entre le prix de la matière première : les peaux brutes, et le produit fini : le cuir à semelle.

En 1914, le kilo de peaux brutes était coté 1,62, et le cuir à semelle était coté 3,19 le kilo.

En 1925, la peau brute montait à 1,90, et le cuir à semelle à 10 fr. le kilo.

En 1926, 1 kilo de peaux brutes valait 2,15 et le cuir à semelle 8 fr.

En étudiant le prix des divers groupes de marchandises, à partir du second semestre de 1925, on relève une augmentation du prix des céréales. Ceci résulte principalement de la récolte favorable de 1925 en Pologne, et de la récolte médiocre de 1926, comme aussi de la tendance générale à la hausse des céréales sur les marchés mondiaux.

En étudiant cette question du prix des céréales, il faut observer que si la cherté des denrées alimentaires formant la base de l'alimentation du peuple a des effets particulièrement néfastes, la hausse des prix des céréales exerce, par contre, une influence

certaine sur le développement de la consommation intérieure du pays en général.

Les réflexions et constatations qui précèdent nous amènent à rechercher quels ont été pour les différentes classes de la population, les effets de la hausse et de la fluctuation des prix. Il est à remarquer que ce mouvement des prix n'a pas atteint dans les mêmes proportions les agriculteurs, les industriels, les commerçants et les petits rentiers.

Quelle que soit la solidarité qui unit les différents habitants du pays, il est certain qu'ils sont plus ou moins gravement atteints par la crise économique et par les différents mouvements de change et de prix qui en sont la conséquence inévitable.

On peut donc considérer le problème des prix des points de vue agricole, industriel et ouvrier. En un mot, et en général, il se présente sous un triple aspect.

Pour la population agricole, les prix ont été favorables. Les cours élevés des céréales et des produits agricoles en général joints aux frais de production relativement bas contribuèrent à améliorer la situation de la population des campagnes. Déjà la récolte de 1925 lui avait permis de récupérer les pertes provenant de la mauvaise récolte de 1924.

La progression des prix des produits agricoles en 1926 compensa jusqu'à un certain point les pertes dont étaient menacés les cultivateurs à raison de la récolte assez médiocre au point de vue des quantités réalisées.

Egalement favorable fut pour les milieux industriels et les artisans, et partiellement pour le commerce, l'augmentation des prix qui, jointe à la tendance à ne pas augmenter le salaire des ouvriers, jointe également à la baisse du taux de l'intérêt et à la stabilisation de la monnaie, contribua au redressement de la situation.

Toute autre fut la question des prix pour les ouvriers, les fonctionnaires et les employés. Les émoluments et salaires ont été maintenus pour toutes les catégories de travailleurs à un niveau constant pendant l'année 1926 presque tout entière. Vers la fin de l'année, à la vérité, certaines branches de l'industrie ont augmenté les salaires, mais cet accroissement ne correspondait aucunement à la hausse rapide du coût de la vie.

Donc, le problème des prix est pour les ouvriers et les fonctionnaires celui de la vie chère. Si l'on admet qu'en Pologne le nivellement des prix avec les prix mondiaux est un phénomène naturel, il faut reconnaître alors la nécessité de relever à proportion les traitements et les salaires. Le rapport des prix avec les salaires ne peut dépasser le minimum du coût de la vie.

Si nous envisagions les facteurs qui exercent leur influence sur la formation des prix ou sur leur relation avec les salaires et traitements, nous serions amenés à faire de sérieuses objections relatives à l'organisation et à la distribution de la production.

Aussi le gouvernement a-t-il commencé l'étude

impartiale des conditions de la production et de l'échange des marchandises en instituant à cet effet une commission d'enquête. C'est certainement l'une des plus importantes initiatives que le gouvernement polonais ait prises pour améliorer la vie économique de la nation en faisant procéder à une étude sérieuse et approfondie du problème de la production et de la distribution des richesses.

Les essais tentés à cet égard avant la révolution de mai 1926, n'ont donné aucun résultat et c'est seulement grâce à la situation créée par cette révolution qu'il a été procédé à l'examen de ce problème.

Le relèvement des traitements des fonctionnaires est maintenant prochain, car le gouvernement, d'accord avec le Conseiller, en reconnaît la nécessité, et aura lieu dès que les corps législatifs auront donné au gouvernement de nouvelles sources de recettes pour couvrir ces dépenses.

En attendant, la loi du 18 décembre 1926 a relevé de 10 % les traitements et, en vertu des décrets du 17 avril 1927 et du 23 janvier 1928, deux subsides leur ont été versés qui ont grevé le budget de 73.000 .000 (1).

---

1. M. Czechowicz : Exposé à la Commission des finances de la Diète, 29 mars 1928.

## CHAPITRE VI

### DÉVELOPPEMENT DES VOIES DE COMMUNICATION

#### § 1.— **Mouvement maritime.**

L'année 1926 s'est signalée tout spécialement par le développement du trafic maritime polonais.

La Pologne, cependant, possède à peine 61 kilomètres de côtes, puisque Gdansk, malgré sa dépendance de la Pologne au point de vue économique, a été déclaré ville libre. Même en tenant compte de la faculté d'exploiter le port de Gdansk à son profit, il faut reconnaître que la longueur des côtes de la Pologne par rapport à la superficie totale du pays est insuffisante.

Le professeur Sujkowski fait ressortir de la manière suivante combien la Nation Polonaise a été peu favorisée en ce qui concerne l'accès à la mer. Elle possède 1 kilomètre de côtes pour 2.720 kilomètres carrés de superficie, tandis que le rapport analogue dans les autres pays européens se présente comme suit : en Russie européenne, 1 kilomètre pour 1.450 kilomètres carrés ; en Lithuanie 1 kilomètre pour 470 kilomètres carrés ; en Allemagne, 1 kilomètre pour 295 kilomètres carrés, en France, 1 kilomètre pour 193 kilomètres carrés.

Exploiter à fond ces possibilités actuelles d'accé-

der à la mer pour favoriser l'expansion du pays, est la tâche principale qui s'impose au gouvernement et à tout le peuple polonais.

En 1921, la Pologne a commencé la construction d'un port qui lui soit personnel, celui de Gdynia. Les travaux en question, avancent depuis quelques temps avec rapidité et leur achèvement est prévu pour la fin de 1930.

Les premières années de ces travaux, de 1921 à 1924, aboutirent à la création d'un petit port de 7 mètres de profondeur qui coûta 1 million de zloty. Ce port a permis d'envoyer les émigrants de Gdynia en France directement.

En 1924 et en 1925 a été construite une partie du môle nord et du môle sud. Le môle sud existant a été muni d'une voie ferrée normale, de cette façon, le port destiné aux grands paquebots a été rattaché au réseau des chemins de fer.

En 1926, les travaux suivants ont été terminés : le môle nord qui a été prolongé de 720 mètres, différents quais ont également été établis ainsi que des caissons en béton armé ; l'ensemble des travaux exécutés en 1926 s'élève à 6.275.000 zloty, les dépenses prévues pour les travaux de 1927 se montent à 6.209.000 zloty.

Le mouvement maritime dans ce port croît très rapidement. En 1925, ce mouvement donnait le nombre de 164 navires tant à l'entrée qu'à la sortie, ce nombre passait en 1926 à 601 (1).

1. Voir note page suivante.

Du mouvement mensuel des cargaisons dans le port de Gdynia pendant les années 1925 et 1926, il résulte que l'accroissement du trafic se chiffre par 442 navires d'un tonnage net de 255 milliers de tonnes et 352 milliers de tonnes de marchandises sur le tonnage global des entrées et des sorties.

Le mouvement maritime le plus intense dans ce même port eut lieu en juin 1926 où l'on enregistra 36 navires à l'entrée et 34 à la sortie.

Mais le plus grand progrès dans la navigation maritime de la Pologne en 1926 consiste dans l'augmentation tout à fait exceptionnelle du tonnage, elle possédait au premier janvier 1926 9 navires seulement jaugeant à peine 4.204 tonnes au total.

C'était une flotte tout à fait insignifiante pour un pays comme la Pologne qui comprend l'importance que peut avoir un débouché sur la mer, aussi, malgré les difficultés financières, 5 navires de com-

(1) *Mouvement des navires dans le port de Gdynia;*

|           | ENTRÉES  |         |                      | SORTIES  |         |             |
|-----------|----------|---------|----------------------|----------|---------|-------------|
|           | Na-vires | Tonnage | Charge-ment (tonnes) | Na-vires | Tonnage | Charge-ment |
| 1926..... | 298      | 204.767 | 179                  | 303      | 208.194 | 413.826     |
| 1927..... | 464      | 371.202 | 5.755                | 445      | 365.360 | 780.544     |
| (11 mois) |          |         |                      |          |         |             |

Tableau présenté à l'Assemblée des actionnaires de la Banque de Pologne du 10 février 1928.

merce furent achetés en 1926, d'un tonnage total de 10.000 tonnes.

Pour exploiter cette flotte achetée sur les fonds du budget, un consortium (Zegluga Polska) (navigation polonaise) fut créé.

En outre, une Compagnie privée « La Vistule Baltique » a été créée par 4 Sociétés de charbonnage du bassin de Dabrowa, à savoir : la Société de charbonnage de Sosnowice, la Société de charbonnage de Varsovie, les Compagnies Saturne et Czeladz. Ces Sociétés profitant des circonstances favorables à l'exportation du charbon acquièrent, en novembre 1926, 20 remorqueurs et chalands de haute mer.

L'ensemble de la flotte marchande polonaise ainsi que son tonnage total a augmenté en cours de 1926 de 25 unités d'un tonnage total de 17.741 tonnes. Donc, au 31 décembre 1926, la Pologne possédait 34 unités d'un tonnage total de 21.945 tonnes.

La Société Vistule Baltique a entrepris pour son compte personnel la construction du port de Tczew, et c'est de ce port que partent les remorqueurs et chalands destinés au transport du charbon. Quoique Tczew puisse paraître de peu d'importance, néanmoins, son activité pour l'exportation du charbon méritait d'être signalée.

Le développement du mouvement dans le port de Gdynia aura évidemment une grande importance dans l'avenir, et c'est pourquoi nous avons spécialement souligné les progrès réalisés en 1926. Mais,

à l'heure actuelle, en ce qui concerne les besoins courants de la Pologne, c'est le port de Gdansk qui y pourvoit en majeure partie, et le mouvement maritime de ce port excède de beaucoup le mouvement du port de Gdynia.

Le trafic du port de Gdansk a augmenté sensiblement en 1926 par rapport aux années antérieures, il a atteint 6.828.320 tonnes. Un chiffre aussi considérable n'avait jamais été noté dans ses annales.

Le mouvement maritime général en 1926 par rapport aux années les plus favorables d'avant et d'après guerre est une preuve éclatante des avantages dont ce port bénéficie grâce au rôle qu'il remplit envers la Pologne.

En 1913, le mouvement des navires tant à l'entrée qu'à la sortie était de 5.966 :

En 1922, il était de 5.409.

1923, — 5.786.

1924, — 6.642.

1925, — 7.944.

1926, — 11.870.

Le mouvement maritime en 1926 est donc presque le double de celui d'avant guerre, et alors que la jauge totale de l'ensemble des navires en milliers de tonnes, était en 1913 de 1.964 nous la voyons en :

1922 de 2.852.

1923 — 3.412.

1924 — 3.283.

1925 — 3.734.

1926 — 6.828.

L'accroissement des exportations et importations dans le port de Gdansk est dû en majeure partie à l'exportation intensive du charbon polonais.

Si la capacité des transbordements de ce port avait été supérieure, il est évident que les chiffres pour l'année 1926 eussent été encore plus importants. Nous en avons le témoignage dans ce fait que plusieurs millions de tonnes de charbon et de matières premières diverses ont dû être exportées par les ports allemands de Stettin, Königsberg et Hambourg.

\* \* \*

## § 2. — Chemins de fer.

La circulation sur les voies ferrées en 1926 a augmenté considérablement par rapport aux années 1924 et 1925, elle a dépassé même celle de 1923, lorsque la vie économique s'était artificiellement développée sous l'influence de l'inflation.

Mais, en Pologne, le réseau des chemins de fer n'est pas assez développé, il se monte à 19.271 kilomètres à peine, soit 5 kilomètres de lignes pour 100 kilomètres carrés de superficie, soit encore 0,7 kilomètre pour 10.000 habitants. D'ailleurs la densité du réseau diffère beaucoup suivant les différentes régions.

En comparaison des autres pays européens, le réseau ferré de la Pologne est d'une densité extrêmement faible.

*Longueur des lignes pour 100 km. carrés.*

|                  |          |
|------------------|----------|
| Belgique .....   | 36,5 km. |
| Angleterre ..... | 16,0 —   |

|                       |          |
|-----------------------|----------|
| Allemagne.....        | 12,2 km. |
| Danemark.....         | 11,5 —   |
| Tchécoslovaquie ..... | 10,0 —   |
| Autriche .....        | 8,0 —    |
| Pologne .....         | 5,0 —    |

*Longueur des lignes par 10.000 habitants*

|                       |          |
|-----------------------|----------|
| Danemark.....         | 14,7 km. |
| Belgique .....        | 14,5 —   |
| Tchécoslovaquie ..... | 10,3 —   |
| Autriche .....        | 10,2 —   |
| Allemagne.....        | 9,6 —    |
| Angleterre.....       | 8,8 —    |
| Pologne .....         | 0,7 —    |

Quant à la France, elle compte 39.000.000 d'habitants et ses voies ferrées représentent 49.000 km., soit 12 km. par 10.000 habitants.

La construction de nouvelles lignes de chemins de fer est donc un besoin urgent. Un progrès notable dans ce domaine a été réalisé par la Pologne à l'aide de ses seules ressources, c'est ainsi qu'elle a entrepris la construction de 630 kilomètres de voies ferrées qui sont presque entièrement achevées. En 1926, la ligne Kalety-Podzamcze a été ouverte, c'est la section la plus longue parmi les lignes construites puisqu'elle compte 114,6 kilomètres.

Parmi les lignes nouvellement construites on compte les suivantes :

| LIGNES                | Longueur en<br>kilomètres | Date de<br>l'ouverture |
|-----------------------|---------------------------|------------------------|
| Kokoszki-Gdynia.....  | 28,0                      | 1921                   |
| Puck-Hel .....        | 43,7                      | 1922                   |
| Kutno-Strzalkow ..... | 110,7                     | 1922                   |

| LIGNES<br>—                                   | Longueur en<br>kilomètres<br>— | Date de<br>l'ouverture<br>— |
|-----------------------------------------------|--------------------------------|-----------------------------|
| Nasielsk-Spierpc .....                        | 88,8                           | 1924                        |
| Ligne de ralliement de la Haute-Silésie ..... | 49,6                           | 1925                        |
| Kutno-Plock-Radzivie .....                    | 45,8                           | 1925                        |
| Kutno-Zjerz .....                             | 57,3                           | 1925                        |
| Kalety-Podzameze .....                        | 114,6                          | 1926                        |
| Luck-Stojanow .....                           | 48,6                           | 1926                        |
| Bydgoszcz-Gdynia .....                        | 43,2                           | 1926                        |

A la vérité, certaines de ces lignes nouvelles ont été construites dans les régions où le réseau des chemins de fer était le plus dense, mais des nécessités d'ordre économique l'exigeaient absolument.

A l'heure actuelle, se pose en première ligne la question de raccourcir autant que possible le trajet du bassin de la Haute Silésie vers les ports ainsi que vers la frontière de l'Est, afin d'établir la liaison la plus directe avec l'Ukraine.

---

## CHAPITRE VII

### ENTENTES INTERNATIONALES AUXQUELLES PRENNENT PART LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE POLONAISES

Dès avant la guerre, le commerce et l'industrie unissaient leurs efforts par dessus les frontières.

Mais le mouvement s'est accentué depuis 1919 et de nouvelles ententes internationales se sont conclues tant en Europe qu'en Amérique.

Ces ententes ont embrassé les objets les plus divers.

Elles ont d'abord pris comme champ d'application les conventions relatives à la protection des travailleurs dans la sphère industrielle et énomique.

C'est ainsi que nous voyons, à la date du 3 septembre 1919, une convention passée entre la France et la Pologne relativement à l'émigration et à l'immigration.

Les travailleurs immigrés, est-il dit, recevront une rémunération égale à celles des nationaux de même catégorie employés dans la même entreprise, cette rémunération sera basée sur le taux du salaire normal et courant de la région.

Le 14 octobre 1920, intervient une autre convention franco-polonaise relative à l'assistance et à la

prévoyance sociale. Enfin, la Pologne ratifiait successivement :

La convention de Washington (1919) concernant le travail de nuit des enfants.

Celle de Gênes (1921) sur l'âge d'admission au travail maritime.

Celle de Genève (1921) sur l'âge d'admission dans l'agriculture, puis l'accord relatif à l'emploi de la céruse (1921).

Enfin, les deux conventions touchant l'âge minimum des enfants employés comme soutiers et chauffeurs (1921), et l'examen médical obligatoire des enfants et des jeunes gens employés à bord des bateaux.

Nous voudrions par ailleurs dire un mot des ententes industrielles, des cartels qui ont pour but de limiter la production en vue de parer à l'encombrement du marché, qui tendent à répartir les débouchés entre industriels et producteurs, et ont pour objet l'établissement de prix uniques ou de comptoirs communs de vente, tels que nous les avons vu fonctionner dans le cartel de l'acier et dans l'entente sur les potasses.

De ces ententes, l'Etat ne se désintéresse jamais, elles ont une telle répercussion sur le marché et sur la vie économique du pays qu'il est du devoir de chaque gouvernement de les surveiller et de leur imposer des mesures préventives de publicité ou toutes autres ; et à ce devoir les gouvernements n'ont jamais manqué.

Ils ont fait plus bien souvent, non seulement, ils ont usé à leur égard d'un droit de contrôle et de regard, non seulement ils ont été parties jointes dans les contrats internationaux mais ils sont devenus souvent parties principales et contractantes telle par exemple, la France dans la Banque du Maroc.

Jusqu'à ce jour, la Pologne a tenu dans les ententes une place assez modeste.

Sa situation géographique qui la place à l'Est aux côtés de la Russie, à l'ouest, au voisinage de l'Allemagne, lui fait une obligation de traiter quasi exclusivement avec ces puissances, ou tout au moins, de ne prendre dans le commerce mondial qu'une attitude dictée par celle de ses voisins.

Or, à l'heure actuelle, les engagements de la Russie ne revêtent qu'une valeur à peu près nulle, et, d'autre part, l'Allemagne a pris au regard de la Pologne une position économique nettement hostile. N'a-t-elle pas par une série de prohibitions, plus ou moins directes ou plus ou moins déguisées, porté un coup sensible aux exportations polonaises ?

Dans ces conditions, on comprend la réserve gardée par la Pologne dans les ententes internationales.

Elle n'a pas encore pris rang dans le cartel de la potasse.

Cependant, dès 1926, s'est fondée la fédération des émailleurs qui groupe les principales fabriques

d'Allemagne, d'Autriche, de Hongrie, de Tchécoslovaquie et de *Pologne*. Cette fédération étend ses ramifications en Belgique et en Angleterre.

On y étudie le système de partage des commandes selon le principe de rationalisation.

Mais, pour le moment, il n'y a obligation que de prix de vente communs, et de conditions uniformes pour l'exportation.

Les marchés intérieurs sont réservés.

La Pologne est entrée également dans le *cartel des tubes*. Ce cartel est plus important que celui de l'émail. Il y a en cette matière une production plus large et un cercle beaucoup plus étendu d'acheteurs.

C'est là une branche facile à cartelliser, et pour laquelle s'est produite en Pologne une grande syndicalisation intérieure.

Le cartel des tubes, qui a effet rétroactif à partir du 10 juin 1926, ne comporte pas de comptoir central de vente proprement dit.

Il unit les producteurs d'Allemagne, de France, de Belgique, de Luxembourg, de Tchécoslovaquie, de Roumanie, de Pologne (Bismark Hutte, Haute Silésie Polonaise).

Les marchés intérieurs sont réservés et les prix en conséquence fixés pour chacun d'eux par le Syndicat national.

Pour les pays de libre exportation, les livraisons sont effectuées également par les soins de chaque syndicat national, mais à des prix convenus.

Les entreprises anglaises, canadiennes, et des

Etats-Unis n'ont pas encore adhéré à ce cartel, elles demeurent en dehors. Leur abstention a tout au moins cet avantage d'établir la concurrence et de mettre un frein à toute majoration excessive.

Dans les mêmes conditions, la Pologne, pays essentiellement agricole, a donné son adhésion à l'Union Internationale des producteurs de superphosphates.

En dépit des frontières et des douanes, les industries similaires des grands pays de production sont en général en concurrence les unes avec les autres. Sur le marché national, cette concurrence est plus ou moins atténuée, sur les marchés extérieurs elle s'exerce plus librement.

Enfin, la surproduction peut se concevoir sur le marché mondial lui-même, soit pour des objets de très grande consommation, comme les rails des chemins de fer, soit pour des marchandises n'ayant pas encore de clientèle constituée, comme les produits chimiques nouvellement découverts.

Aussi existe-t-il un syndicat international des rails dans lequel toutes les grandes métallurgies sont entrées, celle en particulier de la Pologne.

De même l'entente internationale de l'acier constituée le 20 septembre 1926 entre la France et l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg, et à laquelle viennent de s'agréger la *Pologne* et la Tchécoslova-

quie, est la plus vaste manifestation de ce phénomène.

Cette entente paraît répondre à la nécessité de mettre un peu d'ordre et de régularité dans la marche progressive des industries métallurgiques.

Le coup de fouet donné dans le monde entier à la production métallurgique par la guerre et l'après-guerre pouvait faire redouter un embouteillage général de tous les marchés du monde.

Une entente internationale dans laquelle ainsi que nous l'avons dit, est entrée la Pologne, s'est donc produite pour régler le quantum de la production. Il n'est d'ailleurs pas fixe et varie selon les décisions d'un conseil dit le Comité des quatre, qui s'inspire des circonstances pour le déterminer.

Mais aucun engagement n'est encore souscrit ni pour la vente en commun ni pour l'unité ou la réglementation des prix.

L'avenir dira si l'entente ne doit pas toucher à ces deux autres objets.

---

## CONCLUSION

C'est sur cette interrogation que nous arrêterons notre esquisse de la vie polonaise. Il faudrait maintenant conclure et ce n'est pas si aisé puisque la Pologne, assurée désormais d'une monnaie saine, commence à peine son existence nouvelle. Trop d'éléments nous manquent pour nous permettre un jugement. Au témoignage d'un observateur impartial et naturellement vigilant M. Dewey, dont nous avons souvent invoqué l'autorité, il semble qu'on puisse envisager l'avenir avec confiance.

Sans doute le pays a-t-il, malgré le récent emprunt, de grands besoins de capitaux. Il faut développer l'agriculture présentement soumise à de lourdes charges : il faut améliorer les voies de communication et tirer le maximum de profit du débouché sur la mer, si modeste soit-il, en faisant converger vers lui les principales voies ferrées ou fluviales du pays, le port fluvial de Tczew est, de ce point de vue, appelé à rendre de grands services dans l'avenir.

Pour réaliser ce programme, la Pologne, maintenant admise à puiser aux sources internationales

de crédit ne manquera pas d'y faire appel prochainement.

Mais il importe aussi que le gouvernement poursuive avec rigueur la politique économique qui lui a jusqu'ici donné de brillants résultats. Pour cela l'union des partis, condition de la stabilité gouvernementale, est plus que jamais nécessaire.

Rien ne paraît actuellement menacer le gouvernement du Maréchal Pilsudski, dont le retour aux affaires depuis mai 1926 a permis d'accomplir de si heureuses réformes. Après avoir, depuis cette époque, gouverné sans parlement, le cabinet a voulu rentrer dans la légalité pour échapper aux reproches de dictature cachée qu'on lui adressait.

Les élections ont eu lieu, le 4 et le 11 mars à la Diète et au Sénat, et ont consacré la majorité du ministère Pilsudski. Cependant, il faut signaler l'entrée à la Diète pour la première fois, de cinq communistes qui, dès l'ouverture des débats, ont contribué à un demi-échec du Maréchal. Dès la première séance, ces députés ont salué de cris injurieux l'entrée des membres du gouvernement. Le ministre de l'intérieur les a fait expulser, en suite de quoi l'élection au fauteuil présidentiel a vu le succès de M. Mdaszinski, socialiste élu par 206 voix contre 172 à M. Bartel, candidat du Maréchal Pilsudski.

Cet événement n'est pas autre chose que l'indice d'une défaveur, sans doute passagère, dont souffrirait un gouvernement exclusivement national et

auquel les divers partis de l'Assemblée reprocheraient de les avoir abandonnés.

Enfin, une sérieuse garantie pour l'avenir de la Pologne paraît résider dans le caractère international de l'aide qui lui a été accordée, et qui le sera à nouveau dans l'avenir sous forme d'autres crédits.

Cette solidarité financière est même plus étendue que la solidarité morale due aux accords de la S. D. N. puisque les Etats-Unis y ont largement participé.

Elle est, pour nous, une particulière raison d'espérer que la Pologne demeurera le bastion avancé de l'Europe pour le plus grand bien de la civilisation occidentale.

*Vu, le Doyen,*  
BARTHÉLÉMY.

*Vu, le Président,*  
GERMAIN MARTIN.

Vu et permis d'imprimer :  
*Pour le Recteur,*  
*L'Inspecteur de l'Académie :*  
MAURELLET.



## BIBLIOGRAPHIE

- Almanach polonais.* — Gebethner et Wolff. Paris, 1927.
- Annuaire de statistique du ministère des Finances de la République polonaise.* Varsovie, 1924.
- Banque de Pologne.* — Statuts et rapports annuels.
- Bulletin de la Société d'études et d'informations économiques.* Paris, 1927.
- Bulletin statistique du ministère des Finances.* Varsovie, 1927.
- Crechowicz (G.).* — Ministre des finances. Exposé du 29 mars 1928 à la Commission du budget de la Diète (Editions du Ministère des Finances. Varsovie, 1928).
- Dewey (Ch. S.),* Conseiller financier du Gouvernement polonais. — Rapport pour le trimestre se terminant au 31 décembre 1927.
- Europe nouvelle.* — N° spécial sur la Stabilisation polonaise.
- Hantos (Elemér).* — La Monnaie, ses systèmes et ses phénomènes en Europe Centrale. Paris, Giard, 1927.
- Kemmerer (Dr. E. W.).* — Reports Submitted by the commission of the American financial experts headed by (Published by the Ministry of Finance. Warsaw, 1926).
- Le Roux (Edouard).* — Considérations économiques et financières sur la Pologne. Jouve, Paris, 1924.
- Malizewski (Edouard).* — La Pologne d'aujourd'hui. Gebethner et Wolff, Paris.

- Mansuy (Abel)*. — La Pologne. Rieder, Paris.
- Martin (Pierre-Georges)*. — La stabilisation et le retour à la monnaie or. Thèse Paris, 1925.
- Merlot (Alexandre)*. — Articles bi-mensuels dans « La Pologne » (Revue de la Chambre de Commerce franco-polonaise à Paris).
- Messenger polonais (Le)*. — Collection du journal et recueil de documentation.
- Mincer (Tadeusz)*. — Le zloty polonais. Thèse Paris, 1927.
- Pleven (René)*. — La stabilisation de la monnaie en Pologne (Revue d'Economie politique, janvier-février 1928).
- Polish Economist (The)*. — Revue Mensuelle. Varsovie, 1926-1927.
- Rist (Charles)*, Sous-gouverneur de la Banque de France. — Cours de doctorat 1925-1926.
- Starzinski (Stefan)*. — La Pologne économique en 1926 (Editions du Ministère des Finances. Varsovie, 1927).
- Société des Nations* (Publications de la). — Monnaies et Banques. Genève, 1924-1925.
- Zdziechowski (Georges)*. — Les Finances de la Pologne en 1924 et 1925 (Chambre de Commerce Franco-Polonaise. Paris)
-

## TABLE DES MATIÈRES

|                                 | Pages |
|---------------------------------|-------|
| INTRODUCTION.....               | 5     |
| A. — Agriculture.....           | 6     |
| B. — Richesses naturelles.....  | 9     |
| C. — Industries techniques..... | 9     |
| D. — Commerce.....              | 11    |

### PREMIÈRE PARTIE

#### La Pologne économique et financière jusqu'en 1926.

|                                                                         |    |
|-------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — <i>Le point de vue financier</i> .....              | 13 |
| § 1. — L'inflation du mark.....                                         | 13 |
| § 2. — La réforme monétaire.....                                        | 18 |
| § 3. — La Banque de Pologne.....                                        | 23 |
| CHAPITRE II. — <i>Le point de vue économique</i> .....                  | 25 |
| § 1. — L'augmentation du coût de la vie.....                            | 28 |
| § 2. — La ruine de l'épargne.....                                       | 29 |
| § 3. — La faiblesse du crédit.....                                      | 30 |
| § 4. — La crise économique (1924).....                                  | 31 |
| CHAPITRE III. — <i>Politique douanière et politique de crédit</i> ..... | 34 |
| A. — Politique douanière du gouvernement.....                           | 34 |
| B. — Politique de crédit de la Banque de Pologne....                    | 36 |
| CHAPITRE IV. — <i>La Pologne au début de 1926</i> .....                 | 41 |
| § 1. — Balance Commerciale.....                                         | 41 |
| § 2. — Comparaison des projets de budget depuis 1924.                   | 43 |

## DEUXIÈME PARTIE

## La Pologne depuis le mois de mai 1926.

|                                                                                                          |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE PREMIER. — <i>Le point de vue politique</i> .....                                               | 51  |
| CHAPITRE II. — <i>Le point de vue financier</i> .....                                                    | 57  |
| § 1. — Vue générale sur le mouvement des devises<br>étrangères et la circulation monétaire.....          | 57  |
| § 2. — Visites du Docteur Kemmerer.....                                                                  | 61  |
| § 3. — Le plan de stabilisation.....                                                                     | 64  |
| I. — Mesures budgétaires, fiscales et administra-<br>tives.....                                          | 69  |
| II. — Stabilisation de la monnaie.....                                                                   | 70  |
| III. — Rôle de la Banque de Pologne et modifica-<br>tions de ses statuts.....                            | 74  |
| IV. — L'emprunt étranger.....                                                                            | 80  |
| § 4. — Importance politique et économique de l'em-<br>prunt.....                                         | 85  |
| § 5. — Service de l'emprunt.....                                                                         | 90  |
| CHAPITRE III. — <i>L'équilibre budgétaire et la gestion des<br/>            finances publiques</i> ..... | 94  |
| CHAPITRE IV. — <i>Les principales Banques de Pologne depuis<br/>            1926</i> .....               | 98  |
| § 1. — Banques d'Etat.....                                                                               | 99  |
| § 2. — Banques privées.....                                                                              | 101 |
| CHAPITRE V. — <i>Le point de vue économique</i> .....                                                    | 104 |
| § 1. — Généralités.....                                                                                  | 104 |
| § 2. — Production agricole.....                                                                          | 107 |
| § 3. — Production industrielle.....                                                                      | 110 |
| § 4. — Le Commerce extérieur.....                                                                        | 116 |
| § 5. — Crédits à court terme.....                                                                        | 118 |

|                                                                 |     |
|-----------------------------------------------------------------|-----|
| TABLE DES MATIÈRES                                              | 155 |
| § 6. — Crédits à long terme.....                                | 123 |
| § 7. — Le problème des prix.....                                | 125 |
| CHAPITRE VI. — <i>Développement des voies de communication.</i> | 133 |
| § 1. — Mouvement maritime.....                                  | 133 |
| § 2. — Chemins de fer.....                                      | 138 |
| CHAPITRE VII. — <i>Ententes internationales</i> .....           | 141 |
| CONCLUSION.....                                                 | 147 |
| BIBLIOGRAPHIE.....                                              | 151 |





